

Activité bioalimentaire au Québec

BILAN 2007



Activité bioalimentaire au Québec

BILAN 2007



Crédits

La présente publication a été réalisée par la Direction générale des politiques agroalimentaires du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec.

Coordination

Mario Beaulieu, économiste
Hugo Lefebvre, économiste
Mario Ringuette, économiste
Direction des études économiques

Recherche et rédaction

Mario Beaulieu	Berchmans Ntibashoboye
Guillaume Couture	Mario Ringuette
Félicien Hitayezu	Pierre Roy
Hugues Kimpton	Yvon St-Amour
Hung-Minh Lam	Louise Vaillancourt
Hugo Lefebvre	

Conception graphique et mise en page

Marianne Legendre

Révision linguistique

Direction des communications

Conception de la page couverture

Direction des communications

Abréviations

K\$ = millier de dollars
M\$ = million de dollars
G\$ = milliard de dollars

© Gouvernement du Québec, 2008

Dépôt légal – Bibliothèque nationale du Québec, 2008

ISBN 978-2-551-23684-8 (imprimé)

ISBN 978-2-550-53012-1 (PDF)

Avant-propos

L'activité bioalimentaire au Québec — Bilan 2007 expose une vue d'ensemble de la conjoncture économique du secteur bioalimentaire au Québec pour l'année 2007.

Tout comme les deux éditions précédentes, ce document présente une analyse approfondie de la dynamique industrielle du secteur bioalimentaire qui permet de mieux comprendre son évolution au cours de la dernière année. Cette analyse est inspirée de l'approche de la chaîne de valeur, où tous les maillons, c'est-à-dire le secteur tertiaire, le secteur de la transformation alimentaire et le secteur de la production, évoluent dans un système économique dont l'objectif est de satisfaire à la demande alimentaire.

Le premier chapitre présente un portrait sommaire de l'activité économique mondiale et les principaux événements politico-économiques du monde qui peuvent influencer sur l'industrie bioalimentaire. Le deuxième chapitre montre les flux économiques de cette industrie, en intégrant les transactions entre ses trois maillons et le commerce interprovincial et international. Cette partie permet de dégager quelques constats qui caractérisent notre industrie. Le troisième chapitre traite de la question de la demande des marchés québécois, canadien et extérieur. Dans le quatrième chapitre, on examine plus en détail l'offre et ses caractéristiques structurelles ainsi que l'évolution des ventes pour chacun des maillons. Enfin, le dernier chapitre est consacré à la performance de l'industrie sous plusieurs aspects, soit les retombées économiques (investissements, production réelle [produit intérieur brut], emplois), l'efficacité économique (évolution de la productivité du travail, de la rentabilité, etc.) et la compétitivité du secteur (parts de marché et rentabilité).

Avis au lecteur

Les données figurant dans le présent document proviennent en grande partie de Statistique Canada, d'Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Certains résultats rapportés dans les schémas, les tableaux et les graphiques découlent d'une comparaison du Québec avec le **reste du Canada**. Or, dans le présent bilan, le reste du Canada inclut l'Ontario, à moins d'indication contraire. Il doit être considéré comme une « structure monolithique », c'est-à-dire comme un seul bloc économique, bien qu'il comprenne des provinces dont les structures industrielles sont sensiblement différentes. L'interprétation des résultats doit donc être faite **avec prudence**, puisque certaines réalités économiques peuvent être masquées comme l'importance du commerce interprovincial dans le reste du Canada.

De plus, sauf indication contraire, les exportations totales du Québec englobent les exportations internationales (vers les pays étrangers) et les exportations interprovinciales (vers les autres provinces canadiennes). De même, les importations totales du Québec comprennent autant les importations internationales que les importations interprovinciales.

Soulignons enfin que *L'activité bioalimentaire au Québec — Bilan 2007* ne reflète aucunement la position du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ), mais plutôt l'analyse des auteurs.

Faits saillants

En 2007, l'économie mondiale a continué son expansion avec une croissance du produit intérieur brut (PIB) réel de 3,6 %. Au Canada, la croissance économique a été de 2,5 %, grâce notamment à la forte demande de matières premières, dont le pétrole. Au Québec, la croissance du PIB a été aussi de 2,6 %, soit 0,7 point de pourcentage de plus que l'année 2006.

En ce qui concerne l'industrie bioalimentaire, l'année 2007 s'est caractérisée par une stagnation de la demande intérieure en valeur réelle. En conséquence, le secteur du commerce de détail a fait du surplace (+0,5 % du PIB), alors que celui de la restauration et des débits de boissons a progressé de 1,4 %. Le secteur tertiaire a néanmoins connu des gains nets au chapitre de l'emploi, puisque 9 465 postes (7,2 %) ont été créés.

Dans le secteur de la transformation, les livraisons totales ont augmenté considérablement en 2007, soit de 9,1 % (ou 4,9 % en termes réels). Des hausses importantes de la valeur des livraisons ont été enregistrées dans cinq secteurs de la transformation alimentaire. Il s'agit des industries de la boulangerie et de la fabrication de tortillas (23,2 %), de la fabrication d'aliments pour animaux (17,8 %) et, *ex æquo* à environ 11 %, de la fabrication de produits de viande, de la mise en conserve de fruits et légumes et de la transformation des boissons et du tabac. Pour une quatrième année consécutive, le secteur de la transformation a essuyé des pertes d'emplois qui ont touché 2 400 personnes, principalement en ce qui concerne les viandes (-1 100 emplois).

Les recettes agricoles de marché ont augmenté en 2007 de 5,0 %. Les recettes provenant des cultures ont crû de 6,2 % et celles du bétail, de 4,6 %. La production porcine a connu, pour sa part, une stagnation des ventes, tandis que la production laitière a augmenté de 6,3 %.

Globalement, la valeur des exportations internationales a augmenté de 8 %. Toutefois, si l'on exclut les fèves de soya provenant de l'Ontario mais dédouanées au Québec, la croissance des exportations se situe plutôt à 5 %. Quatre secteurs expliquent en partie cette croissance, soit les animaux vivants (+64 M\$), les fèves de soya du Québec (+50 M\$), les céréales (+34 M\$) et les viandes (+30 M\$).

En ce qui a trait à la performance de l'industrie bioalimentaire, le Québec affiche une meilleure croissance du PIB que celle de l'ensemble de l'économie, c'est-à-dire de 3,7 %. Toutefois, même si l'année 2007 montre une bonne croissance de plusieurs agrégats macroéconomiques tels que le PIB, l'emploi et les ventes, une tendance de fond se dessine depuis 2002. Il semble que l'industrie bioalimentaire québécoise montre des signes de fatigue, notamment pour ce qui est du complexe production-transformation. Au Québec, la productivité du travail diminue, contrairement au reste du Canada. L'efficacité économique du Québec, évaluée au regard de la valorisation des intrants agroalimentaires, est plus faible que celle du reste du Canada. Finalement, le complexe production-transformation montre, dans plusieurs secteurs, une compétitivité et une rentabilité plus faibles que celles du reste du Canada, notamment pour le secteur de la transformation.

Table des matières

CHAPITRE 1	COUP D'ŒIL SUR LE MONDE	8
	1.1 Les grands événements politico-économiques de 2007	9
	1.2 La situation économique mondiale et l'industrie agroalimentaire en 2007	10
CHAPITRE 2	PRÉSENTATION DU SECTEUR BIOALIMENTAIRE	12
	2.1 Le complexe production-transformation	13
	2.1.1 Les liens entre la production et la transformation	13
	2.1.2 La valorisation de la production agricole par la transformation	14
	2.1.3 L'importance des exportations totales	14
	2.1.4 Importance du commerce interprovincial	15
	2.2 Les sources d'approvisionnements des marchés	15
	2.2.1 Les fournisseurs des marchés finaux	15
	2.2.2 Les dépenses non alimentaires	15
CHAPITRE 3	LE MARCHÉ BIOALIMENTAIRE	16
	3.1 Le marché québécois et canadien	17
	3.1.1 La demande alimentaire intérieure	17
	3.1.2 Les prix des aliments	17
	3.2 Les marchés internationaux	18
	3.2.1 Les exportations internationales de produits bioalimentaires	18
	3.2.2 Les principales destinations des exportations internationales	19
	3.2.3 Les marchés émergents	19
CHAPITRE 4	L'INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE	22
	4.1 Le complexe industriel production-transformation	23
	4.1.1 La production agricole	23
	4.1.2 La transformation alimentaire	24
	4.2 La chaîne de valeur	26
	4.2.1 La distribution	26
	4.2.2 La transformation	27
	4.2.3 Le secteur agricole	28
CHAPITRE 5	PERFORMANCE DE L'INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE	30
	5.1 Retombées économiques de l'industrie	31
	5.1.1 Les investissements	31
	5.1.2 Le produit intérieur brut (PIB)	32
	5.1.3 L'emploi	32
	5.2 Indicateurs d'efficacité économique de l'industrie	34
	5.2.1 Efficacité dans l'utilisation des intrants agricoles et alimentaires	34
	5.2.2 La productivité du travail	34
	5.2.3 La rentabilité du secteur	36
	5.3 La compétitivité des industries agricoles et de la transformation alimentaire du Québec	38
CHAPITRE 6	CONCLUSION	40
	6.1 L'essentiel à retenir concernant l'année 2007	41
	6.2 Le positionnement de l'industrie	41
	6.3 Les enjeux de l'industrie	41
	ANNEXE	42
	Tableau des recettes et dépenses agricoles au Québec, 2005 à 2007	43

01

Coup d'œil sur le monde

1.1 LES GRANDS ÉVÉNEMENTS POLITICO-ÉCONOMIQUES DE 2007

Organisation mondiale du commerce (OMC)

Après une suspension des négociations décrétée en août 2006, le directeur général de l'OMC, M. Pascal Lamy, jugeant les conditions politiques propices à la conclusion du cycle, annonçait la reprise des travaux dans tous les domaines le 31 janvier 2007.

Ainsi, un projet de modalités pour l'agriculture a été publié en juillet 2007. Ces modalités prévoient les différents paramètres à appliquer, notamment pour abaisser les tarifs douaniers, réduire le soutien interne ayant des effets de distorsion et éliminer les subventions à l'exportation. Ces travaux auront permis de réaliser des avancées significatives sur le plan technique, en particulier dans le secteur agricole, bien qu'aucune rencontre des ministres n'ait été tenue en 2007.

La prochaine étape qui fera progresser ces négociations est le début des discussions intersectorielles, qui devrait avoir lieu au cours du printemps 2008. Les différents pays auront alors à déterminer, entre autres, si les résultats obtenus dans le secteur agricole et ceux sur l'accès aux marchés non agricoles (AMNA) sont équilibrés. Toutefois, d'autres étapes importantes devront être franchies avant qu'une entente puisse être conclue, dont son approbation par l'ensemble des pays membres. Les négociateurs visent maintenant un accord pour la fin de 2008.

Accord de libre-échange entre le Canada et l'Association européenne de libre-échange

En juin 2007, le gouvernement fédéral a annoncé la conclusion d'un accord de libre-échange avec l'Association européenne de libre-échange (AELE), formée de l'Islande, du Liechtenstein, de la Norvège et de la Suisse. Cet accord, qui pourrait entrer en vigueur en 2008, conduira à la réduction ou à l'élimination des tarifs douaniers pour les produits agroalimentaires, les poissons et les fruits de mer.

De 2002 à 2006, le Québec a exporté en moyenne pour 17,3 M\$ de produits bioalimentaires vers ces pays.

Renforcement de l'espace économique Québec-Ontario

Les premiers ministres du Québec et de l'Ontario ont annoncé, en novembre 2007, le début des négociations pour la conclusion d'un accord visant à renforcer l'espace économique entre ces deux provinces, où vivent 20 millions de personnes et où est concentrée l'industrie manufacturière canadienne. L'Ontario est la principale destination pour les exportations interprovinciales des produits agroalimentaires du Québec, qui est aussi le premier importateur de produits de l'Ontario.

Vache folle et embargos commerciaux

L'année 2007 a été marquée par la levée de la dernière restriction commerciale majeure imposée par les États-Unis depuis la détection d'un premier cas de vache folle en Alberta en mai 2003. En effet, depuis novembre 2007, le gouvernement américain permet l'importation de la viande de bovins nés après le 1^{er} mars 1999 et de bovins vivants aussi nés après cette date.

Dans le cas du Québec, cette décision est importante, car elle permet la reprise des exportations vers les États-Unis des animaux de reproduction, en particulier des génisses laitières, qui généraient un important chiffre d'affaires avant mai 2003. Les États-Unis permettent maintenant le transit d'animaux vivants sur leur territoire, ce qui facilitera la vente de bovins de reproduction canadiens au Mexique lors de l'ouverture de la frontière mexicaine aux bovins du Canada, qui a été réalisée à la fin de mars 2008.

1.2 LA SITUATION ÉCONOMIQUE MONDIALE ET L'INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE EN 2007

En 2007, l'économie mondiale a continué son expansion à un rythme vigoureux malgré la faiblesse de l'économie américaine, fragilisée par les turbulences financières observées depuis l'été. Cette situation résulte de perturbations du marché du crédit attribuables aux difficultés des marchés du logement et des prêts hypothécaires à risque aux États-Unis. Dans l'ensemble, l'économie mondiale a enregistré une croissance de 3,6 %, comparativement à un taux de 3,8 % en 2006. L'économie américaine, quant à elle, s'en tire avec une croissance de 2,2 %, ce qui représente une baisse de 0,7 point de pourcentage par rapport à sa performance de 2006.

Heureusement, sur le plan mondial, la forte croissance des économies émergentes, dont celles de la Chine et de l'Inde, compense le léger ralentissement de la croissance dans certaines économies avancées. En effet, l'économie chinoise poursuit sa croissance rapide, alimentée par la montée en flèche des investissements et des exportations. Avec un taux de 11,4 %, la Chine affiche, pour la cinquième année consécutive, une croissance à deux chiffres. Le taux de 8,9 % enregistré par l'Inde permet à ces deux géants asiatiques de peser sur l'économie mondiale, d'autant plus qu'ils sont des consommateurs gourmands de matières premières et de ressources énergétiques.

L'économie nipponne a, pour sa part, connu un léger ralentissement attribuable à une baisse des investissements des entreprises, mais la consommation y reste encore relativement importante. Le PIB du Japon a enregistré une croissance de 2,1 %, comparativement à 2,2 % l'année précédente.

Dans la zone euro, grâce notamment à la hausse des investissements, l'économie a connu une forte expansion qui s'est traduite par une bonne création d'emplois. Le taux de croissance de la zone euro se chiffre à 2,7 % pour 2007, alors qu'il était de 2,9 % en 2006.

L'économie canadienne continue à bénéficier des prix plus élevés pour ce qui est de l'énergie et des autres ressources naturelles pour afficher une croissance robuste et soutenue. En effet, les cours mondiaux du pétrole ont atteint un sommet historique en dollars.

Par ailleurs, alors que le taux de chômage a atteint le plus bas niveau jamais enregistré en près de 33 ans, les dépenses de consommation sont demeurées vigoureuses. Même l'ascension fulgurante du dollar canadien n'a pas ralenti significativement les exportations canadiennes. Elle a certes exercé une pression accrue sur le secteur du commerce international, mais elle n'a pas enrayé la vigueur de l'économie canadienne en général. Celle-ci a crû de 2,5 % en 2007, comparativement à 2,9 % en 2006.

En ce qui concerne l'économie québécoise, le secteur manufacturier a souffert de l'envolée du dollar canadien par rapport aux principales devises. Les effets du dollar fort ont en effet été particulièrement ressentis dans le secteur manufacturier, où les pertes d'emplois ont été nombreuses. Évidemment, l'autre conséquence immédiate a été le recul des exportations internationales, notamment en direction des États-Unis.

Il est à noter que, malgré la perte d'emplois dans le secteur manufacturier, le Québec a connu, en 2007, le plus bas taux de chômage des 30 dernières années grâce à la création d'emplois dans d'autres secteurs de l'économie. La croissance de l'économie québécoise a été de 2,6 %, ce qui équivaut à 0,7 point de pourcentage de plus qu'en 2006.

Pour ce qui est du secteur agroalimentaire, le fait marquant a été la flambée des prix des denrées de base. En effet, les prix des produits agricoles de base se sont maintenus à des niveaux records en 2007. Les hausses de prix s'expliquent essentiellement par l'accroissement de la demande provenant des nombreux pays émergents et par une plus grande production de biocarburants qui a créé une autre source de demande pour les produits agricoles.

02

Présentation du secteur bioalimentaire

L'industrie bioalimentaire québécoise, contrairement à celle du reste du Canada, se caractérise par un lien très étroit entre la production et la transformation et par un besoin intense d'intrants agricoles pour la réalisation d'une vente finale. Par ailleurs, l'industrie québécoise évolue dans un environnement économique très ouvert aux marchés extérieurs, tant sur la scène canadienne que sur la scène internationale.

Pour bien analyser les résultats de ce bilan de l'industrie bioalimentaire québécoise et être en mesure de porter un jugement éclairé, il importe d'abord de comprendre la dynamique de cette industrie, de saisir ses caractéristiques et les liens entre ses maillons. Cette section présente donc les flux économiques de l'industrie bioalimentaire sous deux aspects. Le premier concerne le complexe production-transformation et le second traite des sources d'approvisionnement des marchés. Les données présentées sont le fruit d'une modélisation des flux économiques à travers la chaîne de valeur, basée notamment sur l'utilisation du modèle intersectoriel du Québec. L'évaluation dégagée de cette modélisation doit être interprétée comme une image révélatrice des dynamiques de l'industrie au Québec et dans le reste du Canada.

2.1 LE COMPLEXE PRODUCTION-TRANSFORMATION

2.1.1 Les liens entre la production et la transformation

Il existe une interdépendance étroite au Québec entre la production et la transformation.

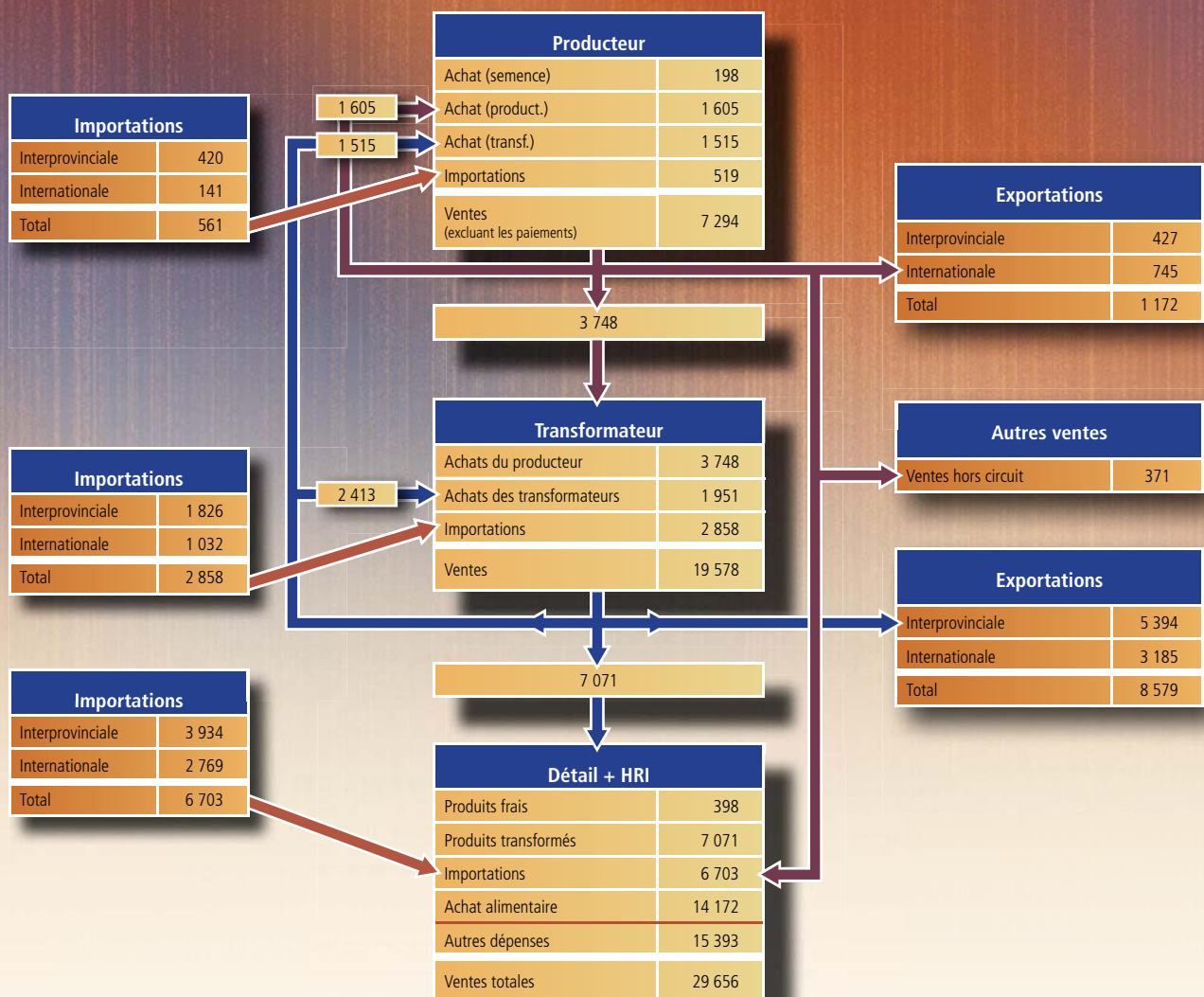
Au Québec, la production agricole est très dépendante de l'industrie de la transformation. Environ 70 % des recettes monétaires de marché¹ de produits agricoles destinés à des fins alimentaires proviennent directement de la vente aux transformateurs, tandis que 7 % découlent

des ventes de produits frais au réseau de distribution (voir la figure 1). En d'autres mots, la production agricole québécoise est largement transformée au Québec.

Dans le reste du Canada, la production agricole est moins liée à la transformation alimentaire. Environ 36 % des recettes en provenance du marché de produits agricoles destinés à des fins alimentaires sont

¹ Le concept de recettes monétaires de marché correspond au volume commercialisé, évalué au prix à la ferme. Les ventes de produits agricoles excluent les ventes entre des exploitations agricoles situées dans une même province, de même que les revenus tirés de la location de terres agricoles et la valeur des produits agricoles consommés par les exploitants et leur famille.

FIGURE 1. FLUX ÉCONOMIQUES DU SECTEUR BIOALIMENTAIRE (EN MILLIONS DE DOLLARS), EN 2007, POUR LE QUÉBEC



générées directement par la vente aux transformateurs, tandis que 3 % sont le fruit des ventes de produits frais au réseau de distribution (voir la figure 2).

2.1.2 La valorisation de la production agricole par la transformation

On observe au Québec un besoin intense d'intrants agricoles pour la réalisation d'une vente finale.

Une autre caractéristique ressort du circuit économique québécois. Pour chaque dollar d'intrants agricoles², le Québec réussit à valoriser pour 4,53 \$ sur les marchés finaux³. Dans le reste du Canada, la valorisation est estimée à 6,08 \$.

2.1.3 L'importance des exportations totales

La production agricole dépend grandement du marché extérieur.

Les figures 1 et 2 montrent également que le marché extérieur (exportations totales) est important pour la production agricole,

non seulement par ses propres ventes directes, mais aussi par l'intermédiaire de la transformation.

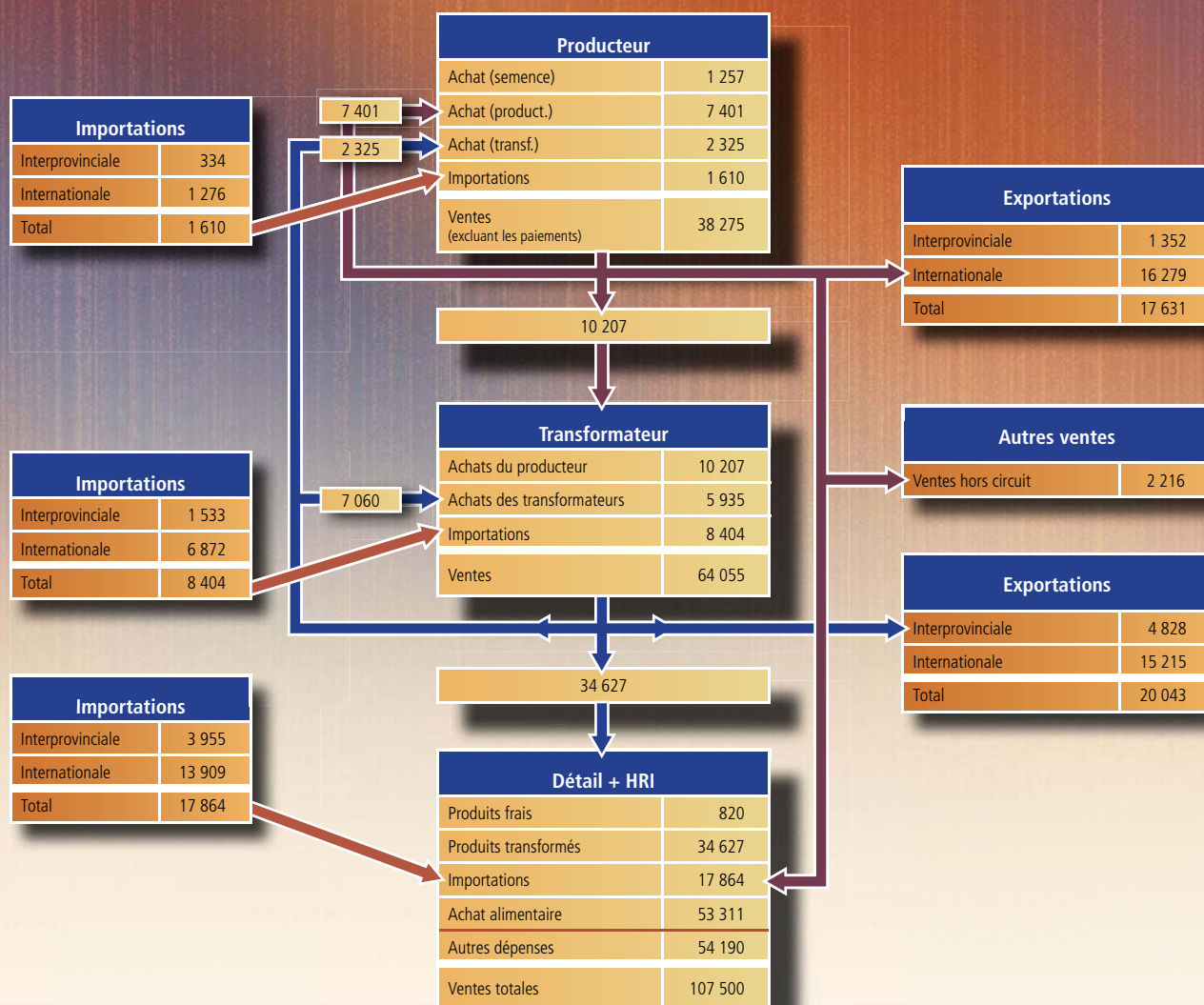
Au Québec, 54 % des recettes agricoles de marché dépendent des ventes effectuées sur le marché extérieur. Environ 21 % de ces recettes sont tirées de produits vendus par les producteurs, dont 8 % dans le reste du Canada et 13 % sur le marché mondial.

Le reste, c'est-à-dire 33 % des recettes agricoles de marché, sert d'intrants aux produits transformés qui sont vendus tant sur les marchés internationaux que sur les marchés interprovinciaux. Ces intrants équivalent à 1,9 G\$ des 3,7 G\$ découlant des ventes des producteurs aux transformateurs du Québec.

² Comprend les semences, l'alimentation animale, les animaux pour engraissement et les autres ventes entre fermes (ex. : bovins laitiers).

³ Les marchés finaux représentent les ventes au détail de même qu'aux hôtels, aux restaurants et aux institutions (HRI), les exportations internationales et interprovinciales ainsi que les ventes hors circuit.

FIGURE 2. FLUX ÉCONOMIQUES DU SECTEUR BIOALIMENTAIRE (EN MILLIONS DE DOLLARS), EN 2007, POUR LE RESTE DU CANADA



Dans le reste du Canada, près de 70 % des recettes agricoles de marché proviennent de la vente de produits sur le marché extérieur, 58 % des produits étant vendus directement par les producteurs (53 % sur le marché international).

Le reste, c'est-à-dire 12 % des recettes agricoles de marché, sert d'intrants aux produits transformés du reste du Canada qui sont vendus sur le marché extérieur. Ces intrants représentent 3,6 G\$ des 10,2 G\$ découlant des ventes des producteurs aux transformateurs.

La transformation alimentaire dépend aussi du marché extérieur.

En ce qui a trait à la transformation québécoise, 44 % des livraisons sont destinées au marché extérieur (28 % vers les autres provinces canadiennes), alors que 36 % vont au marché final québécois du commerce de détail et des HRI. Soulignons que 12 % des livraisons demeurent dans le secteur de la transformation pour vraisemblablement subir une surtransformation et que 8 % servent d'intrants à la production agricole.

Dans le reste du Canada, 31 % des livraisons sont destinées au marché extérieur, comparativement à 54 % pour le marché final du reste du Canada, c'est-à-dire le marché de détail et les HRI. Notons que 11 % des livraisons demeurent dans le secteur de la transformation pour vraisemblablement subir une surtransformation.

En somme, le complexe production-transformation alimentaire dépend majoritairement du marché extérieur.

Si l'on évite le double comptage, on constate qu'environ 57 % des ventes finales de produits alimentaires du complexe production-transformation québécois dépendent du marché extérieur, dont 34 % seraient reliées au marché interprovincial.

2.1.4 L'importance du commerce interprovincial

Au Québec, le commerce interprovincial est plus important que le commerce international.

Au total, le complexe production-transformation québécois expédie des produits alimentaires sur le marché interprovincial pour 5,8 G\$, tandis que 3,9 G\$⁴ de produits sont réservés au marché international. Il est bon de rappeler que près de 30 % de la transformation québécoise évolue dans un régime de gestion de l'offre qui, en raison de son fonctionnement, contraint ce secteur à se concentrer davantage sur le marché canadien.

En ce qui concerne le reste du Canada, des produits alimentaires sont exportés vers les marchés internationaux pour 31,5 G\$ et vers le Québec pour 6,2 G\$⁵.

2.2 LES SOURCES D'APPROVISIONNEMENT DES MARCHÉS

2.2.1 Les fournisseurs des marchés finaux

Les marchés domestiques dépendent autant des fournisseurs locaux que des fournisseurs étrangers.

Dans une économie de marché ouverte comme celles du Québec et du Canada, il n'est pas surprenant de constater que plusieurs fournisseurs locaux et étrangers approvisionnent un même marché.

Au Québec, les produits des fournisseurs étrangers qui approvisionnent le marché intérieur final constituent 22,6 % des 29,6 G\$ de la demande intérieure, dont 13,3 % représentent les produits des fournisseurs des autres provinces canadiennes. En ce qui concerne les fournisseurs locaux, 23,9 % sont des transformateurs et 1,3 %, des producteurs agricoles. Pour ce qui est des achats alimentaires du réseau de distribution, 52,7 % des produits proviennent du Québec.

Dans le reste du Canada, l'offre québécoise répond à 3,7 % de la demande intérieure, et l'importation internationale de produits alimentaires compte pour 12,9 %. Les transformateurs du reste du Canada satisfont à 32,2 % de la demande intérieure et les producteurs agricoles, à 1 %. En ce qui concerne les achats alimentaires du réseau de distribution, 66,5 % des produits proviennent du reste du Canada et 7,4 % sont des produits québécois⁶.

2.2.2 Les dépenses non alimentaires

Les dépenses non alimentaires dans le réseau de distribution sont très importantes.

Une autre caractéristique qui ressort des figures 1 et 2 est qu'au Québec, 52,2 % de la valeur des ventes alimentaires des distributeurs de même que des HRI inclut les sommes versées pour payer d'autres types de dépenses tels que les salaires, l'énergie, le transport, l'amortissement ainsi que la marge bénéficiaire du grossiste et du détaillant, tandis que, dans le reste du Canada, cette valeur équivaut à 50,4 %. Une des raisons qui pourraient expliquer cette différence est qu'au Québec, les magasins de détail sont en moyenne plus petits et présentent, par le fait même, moins d'économie d'échelle que ceux du reste du Canada.

⁴ En raison de l'équilibrage de la chaîne de valeur, les exportations internationales excluent environ 200 M\$ reliés aux stocks de sirop d'érable ne provenant pas d'une production de l'année 2007 et aux stocks de fèves de soya qui sont produits en Ontario et destinés aux marchés internationaux, mais qui sont comptabilisés à la sortie des douanes du Québec.

⁵ Il est important de rappeler que, dans ce bilan, le reste du Canada est considéré comme une structure monolithique, c'est-à-dire comme un seul bloc économique, ce qui masque le commerce entre les provinces du reste du Canada, qui, dans les faits, est très présent.

⁶ Les résultats pourraient être différents d'une province à l'autre.

03

Le marché bioalimentaire

En 2007, le marché bioalimentaire québécois s'est caractérisé par une diminution de la demande alimentaire en valeur réelle (dollars constants), une augmentation des exportations internationales et une hausse des exportations vers les pays en émergence.

La présente section traite des résultats de l'année 2007 en ce qui a trait aux marchés. Dans un premier temps, une analyse de la demande alimentaire intérieure québécoise et canadienne est réalisée par un examen de chaque facteur explicatif de la croissance. Dans un deuxième temps, l'analyse porte sur les marchés internationaux et désigne les plus importants produits exportés ainsi que les marchés émergents prometteurs.

3.1 LES MARCHÉS QUÉBÉCOIS ET CANADIEN

3.1.1 La demande alimentaire intérieure

La demande alimentaire intérieure en dollars courants enregistre une maigre croissance.

Au Québec, la demande alimentaire intérieure a atteint 29,7 G\$ en 2007, ce qui correspond à une augmentation de 1,3 % par rapport à 2006, comparativement à une hausse de 3,8 % en Ontario et de 4,6 % dans le reste du Canada. Toutefois, en dollars constants, le montant des achats alimentaires faits au Québec a diminué de 1,8 % en ce qui concerne les supermarchés, les dépanneurs et les magasins spécialisés dans les aliments et boissons.

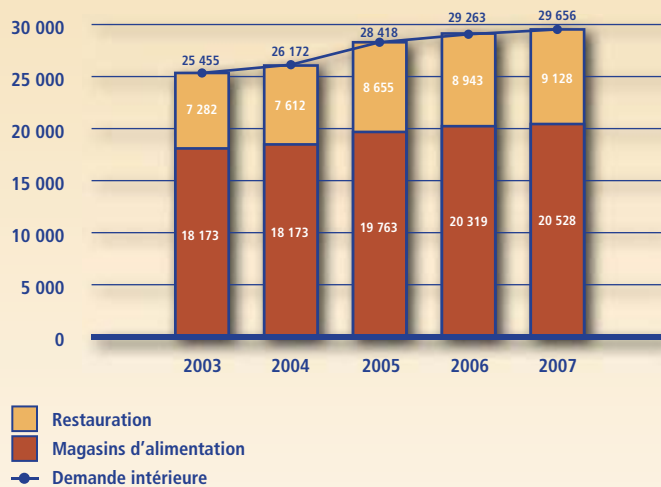
Dans les supermarchés, les ventes se sont chiffrées à 14,5 G\$, ce qui représente une diminution de 0,4 % par rapport à l'année précédente. Quant aux prix des aliments achetés en magasin, ils ont augmenté de 3,5 %.

L'Ontario a connu une hausse des ventes de 2,5 % dans les supermarchés et le reste du Canada a enregistré une croissance de 4,9 %, soit sa meilleure performance depuis l'année 2002.

Les ventes dans les dépanneurs et les magasins d'alimentation spécialisés ont atteint 3,5 G\$, ce qui correspond à une hausse de 2,2 % comparativement à l'année précédente, tandis que les ventes de bière, de vin et de spiritueux à la Société des alcools du Québec (SAQ) s'élevèrent à 2,6 G\$ pour une augmentation de 9,8 %. Cette forte augmentation des ventes de boissons témoigne une fois de plus de l'engouement des Québécois pour le monde des vins. Encore une fois en 2007, ils ont été les plus grands consommateurs de vins au Canada. En Ontario et dans le reste du Canada, les ventes des dépanneurs et des magasins d'alimentation spécialisés ont augmenté de 14,5 % et de 10,2 %, tandis que les ventes de boissons alcoolisées se sont accrues de 5,7 % et de 5,9 % respectivement.

Pour le secteur de la restauration, les recettes s'établissent à 9,1 G\$, ce qui représente une hausse de 2,1 % par rapport à 2006, tandis que les prix des aliments dans ces commerces ont augmenté de 1 %. Plus précisément, notons que les établissements à service complet et à service restreint (qui comptent pour 86 % des recettes du secteur) ont vu leurs ventes progresser très différemment cette année, soit de 0,4 % et de 6,3 % respectivement. Cette situation s'explique peut-être par les prix très concurrentiels de la restauration rapide, par l'offre toujours plus importante de mets préparés de grande distribution (concurrents de la restauration) et par l'augmentation des coûts reliés au transport, qui amène les consommateurs à réduire certaines dépenses. À titre de comparaison, mentionnons que les recettes du secteur de la restauration ont augmenté de 3 % en Ontario et de 3,5 % dans le reste du Canada. À cet égard, il est à noter que Statistique Canada a modifié récemment les données sur la restauration. Toute comparaison avec les données antérieures est par conséquent exclue.

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE ALIMENTAIRE INTÉRIEURE AU QUÉBEC, 2003-2007 (M\$)



Sources : Statistique Canada

3.1.2 Les prix des aliments

La croissance des prix des aliments a été plus forte que l'inflation.

En 2007, l'indice des prix des aliments (IPA) a augmenté de 2,3 %, une hausse supérieure à celle de la demande alimentaire intérieure, tandis que l'indice des prix à la consommation (IPC) a crû de 1,6 %. Au Canada, l'IPC a augmenté de 2,1 % et l'IPA, de 2,6 %.

En particulier, les prix des aliments achetés en magasin se sont accrues de 2,9 %. Les plus fortes hausses ont été enregistrées dans les secteurs de la volaille (7,6 %), des œufs (8,9 %), du bœuf (4,6 %), du porc (4,4 %) et des produits laitiers (4 %). Les principales raisons de cette

situation sont reliées à l'augmentation des prix des aliments destinés aux animaux, à la hausse des prix du pétrole et aux décisions de la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec (RMAAQ) et de la Commission canadienne du lait. Le sucre et les confiseries, soit les produits dont la matière première est essentiellement importée, représentent le seul secteur ayant enregistré une baisse des prix (1,5 %).

3.2 LES MARCHÉS INTERNATIONAUX

3.2.1 Les exportations internationales de produits bioalimentaires

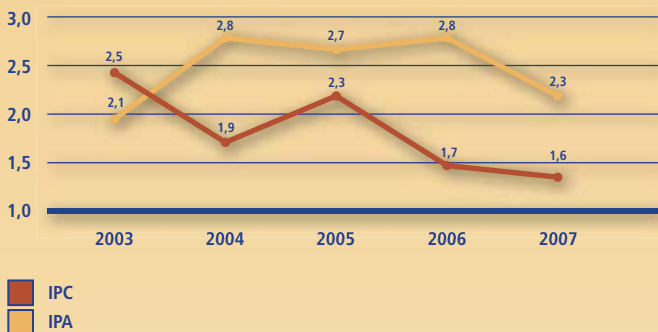
On observe une nette augmentation des exportations internationales du Québec.

En 2007, la valeur des exportations internationales de produits bioalimentaires du Québec s'élevait à 4,1 G\$, ce qui équivaut à une hausse de 8 % (ou de 305 M\$) par rapport à 2006⁷. C'est donc une excellente année pour les exportations du Québec qui compense la faible performance des deux années précédentes.

La hausse des valeurs en 2007 s'explique en partie par l'augmentation attribuable au maïs (112 %) ainsi qu'à l'exportation d'animaux vivants (98 %), y compris le porc (25 %). L'exportation de fèves de soya a connu aussi une hausse importante : au regard du volume, il s'agit d'une hausse de 33 %⁸. Cette croissance pour le soya s'inscrit à l'intérieur d'une hausse plus générale de la valeur des exportations de graines et de semences de l'ordre de 98 %.

La valeur des exportations du secteur des viandes s'est toutefois accrue de seulement 2,6 %. Pour la viande de porc, la hausse n'a été que de 0,5 %. La valeur des exportations de produits laitiers a décliné, pour sa part, de 16 % au cours de la même période.

**CROISSANCE DE L'INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION (IPC)
ET DE L'INDICE DES PRIX DES ALIMENTS (IPA),
QUÉBEC, 2003-2007 (EN %)**



Source : Statistique Canada

Au Canada, les plus fortes hausses pour ce qui est des prix des aliments achetés des magasins proviennent des secteurs de la volaille (6,6 %), des œufs (5,8 %), des produits de boulangerie et produits céréaliers (4 %) et des produits laitiers (3,6 %). Par contre, on a enregistré une baisse dans les légumes frais (0,2 %), dont les tomates (11,7 %) et les pommes de terre (9,9 %).

⁷ Nous estimons que la croissance des exportations du Québec est surévaluée d'environ 3 % parce que, semble-t-il, près de 130 M\$ sont attribuables aux fèves de soya produites en Ontario, mais comptabilisées comme des exportations du Québec (dédouanées au Québec).

⁸ La hausse des prix à l'exportation du soya est d'environ 11 %. L'effet combiné des hausses du volume et du prix procure une croissance de la valeur des exportations de soya de 48 % ou de 50 M\$. En ce qui concerne le volume, l'estimation a été produite en utilisant la base de données publiques de la Fédération des producteurs de cultures commerciales du Québec.

ÉVOLUTION DES EXPORTATIONS BIOALIMENTAIRES, 2000-2007

Année	Valeur des exportations annuelles (M\$)				Taux de croissance annuel (%)			
	Québec	Ontario	Autres provinces	Canada	Québec	Ontario	Autres provinces	Canada
2002	3 596	8 445	18 772	30 812	—	—	—	—
2003	3 637	8 476	17 209	29 321	1,1	0,4	-8,3	-4,8
2004	3 809	8 775	18 868	31 452	4,7	3,5	9,6	7,3
2005	3 835	8 607	18 288	30 730	0,7	-1,9	-3,1	-2,3
2006	3 819	8 653	19 643	32 115	-0,4	0,5	7,4	4,5
2007	4 124	8 822	22 478	35 423	8,0	2,0	14,4	10,3

Note : résultats annuels (données révisées pour les années 2003 à 2005)

Source : Strategis, Statistique du commerce internationale

Les exportations internationales de l'Ontario ont augmenté de 2 % pour atteindre 8,8 G\$ en 2007. Au cours des cinq dernières années, l'Ontario a vu ses exportations s'accroître de 4,5 %, alors qu'au Québec, elles ont augmenté de 14,7 %. Dans les autres provinces, les exportations ont augmenté de 14,4 % pour atteindre 22,5 G\$ en 2007 (19,7 % sur 5 ans)⁹. L'Ontario, qui assure le quart des exportations internationales canadiennes de produits bioalimentaires, demeure néanmoins la principale province exportatrice. Le Québec, qui compte pour 12 %, se situe au quatrième rang¹⁰.

La proportion des exportations de produits transformés du Québec (79 %) est comparable à celle de l'Ontario (78 %). Les viandes, le cacao, les sucres et sucreries, les préparations alimentaires ainsi que les graines et semences représentent 60 % des exportations bioalimentaires québécoises.

3.2.2 Les principales destinations des exportations internationales

Les exportations bioalimentaires vers l'Europe et l'Iran ont connu une hausse importante.

La valeur des exportations bioalimentaires du Québec vers les États-Unis est légèrement supérieure (de 17 M\$) au niveau atteint l'année précédente, soit 2,4 G\$, alors que les exportations vers les autres pays ont augmenté de manière sensible de 287 M\$ ou de 20 %.

Les principaux pays qui se partagent cette hausse sont l'Iran (48 M\$), les Pays-Bas (45 M\$), la Belgique (25 M\$), le Japon (23 M\$) et l'Australie (22 M\$). L'Europe occidentale, prise dans son ensemble, accapare plus de la moitié de la hausse des exportations avec 168 M\$.

Les États-Unis demeurent néanmoins la principale destination des produits bioalimentaires québécois avec plus de 58 % des exportations. Les marchés d'importance, selon les parts de marché, sont par ailleurs le Japon (un peu plus de 10 %), la Russie (2,9 %), l'Iran (2,6 %), la Corée du Sud (2,1 %) et l'Australie (2,1 %).

3.2.3 Les marchés émergents

Le Québec continue d'améliorer sa position sur les marchés émergents.

Le Québec continue de faire des progrès intéressants sur les marchés émergents que sont le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine (BRIC). Ces derniers sont, parmi les pays en développement dont l'économie connaît une croissance rapide, les plus couramment cités.

⁹ La comparaison des exportations entre provinces souffre d'un biais occasionné par le fait que les exportations sont imputées à la province où se situe le point de livraison à la frontière canadienne, même dans le cas où le bien a été produit dans une autre province.

¹⁰ L'Alberta et la Saskatchewan, avec chacune 18,5 %, se situent ex æquo en deuxième position quant à la part prise dans les exportations canadiennes.

ÉVOLUTION DES EXPORTATIONS BIOALIMENTAIRES DU QUÉBEC VERS LES MARCHÉS EN ÉMERGENCE, 2001-2007 (M\$)

Marchés émergents	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2007/2006
Brésil	2 157	2 425	8 407	8 258	8 403	2 409	7 630	216,8 %
Chine	11 340	25 837	22 754	45 277	60 151	52 173	43 666	-16,3 %
Inde	66	268	420	551	389	556	1 003	80,3 %
Russie	30 823	33 968	18 376	22 573	33 878	101 163	119 656	18,3 %
Total	44 386	62 498	49 957	76 659	102 821	156 302	171 955	10,0 %

Source : Strategis, Statistiques du commerce international

Le Québec a connu une croissance de 16 M\$ (ou de 10 %), en ce qui a trait à ses exportations bioalimentaires sur ces quatre marchés pris globalement, pour atteindre 172 M\$. Ce résultat s'explique par la bonne performance des exportations à destination de la Russie (hausse de 18 M\$). Signalons que la Russie et la Chine, qui sont les principaux marchés émergents pour le Québec, ont reçu 95 % des exportations québécoises à destination du BRIC.

La croissance a toutefois été moins importante que l'année précédente (52 %), principalement en raison d'une augmentation moins phénoménale des exportations vers la Russie. En 2006, la croissance de ces exportations avait triplé avec une hausse de 67 M\$. Notons par ailleurs que, dans l'ensemble, les exportations à destination du BRIC ont connu une importante croissance de 244 % en quatre ans.

Ces résultats permettent au Québec de dépasser l'Ontario pour une troisième année consécutive en ce qui concerne les exportations à destination de ces marchés, puisque les exportations bioalimentaires de l'Ontario vers ces marchés ont été de 145 M\$ en 2007 pour une différence inférieure de 27 M\$ par rapport au Québec. Toutefois, on remarque que l'Ontario obtient de meilleurs résultats que le Québec sur le marché de la Chine. En termes absolus, l'Ontario exporte deux fois plus que le Québec sur ce marché. En termes relatifs, la croissance de l'Ontario y a été de 18 % au cours de la dernière année, alors que le Québec a vu décliner ses exportations vers ce pays de 16 % (ou de 9 M\$).

Précisons toutefois que, tant au Québec qu'en Ontario, les importations de produits bioalimentaires provenant du BRIC demeurent plus élevées que les exportations. En 2007, le déficit commercial relatif à ces pays était de 363 M\$ au Québec et de 576 M\$ en Ontario.

Pour la première fois depuis 6 ans, le déficit commercial a légèrement diminué au Québec en 2007, alors qu'il était évalué à 98 M\$. En Ontario, bien que le déficit commercial soit plus élevé, il a moins augmenté pendant la même période, puisqu'il était de 407 M\$ en 2001 par rapport à 576 M\$ en 2007.

DÉFICITS COMMERCIAUX DU QUÉBEC ET DE L'ONTARIO AVEC LES MARCHÉS EN ÉMERGENCE, 2001-2007 (M\$)

Marchés émergents	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Québec	98 254	139 219	215 756	289 020	341 540	377 960	363 198
Ontario	406 900	460 974	498 769	475 520	523 565	588 007	576 488

Source : Strategis, Statistiques du commerce international

04

L'industrie bioalimentaire

Les maillons de la production et de la transformation dans l'industrie bioalimentaire du Québec sont particulièrement présents dans les secteurs liés directement à la production animale. Cette spécialisation fait en sorte que le complexe production-transformation a une marge de manœuvre restreinte au regard des coûts d'approvisionnement en matières premières. Bien entendu, il est également plus exposé à la conjoncture des prix du bétail.

Après avoir expliqué la dynamique des flux économiques de l'industrie bioalimentaire, nous décrivons maintenant les caractéristiques structurelles du complexe production-transformation (l'offre de produits alimentaires). En réunissant ces deux présentations, le lecteur sera en mesure de mettre en perspective les résultats présentés dans la deuxième section de ce chapitre, intitulée « La chaîne de valeur » (les résultats de l'année pour l'industrie bioalimentaire), et de saisir les différences et les particularités de l'industrie québécoise.

4.1 LE COMPLEXE INDUSTRIEL PRODUCTION-TRANSFORMATION

4.1.1 La production agricole

Au Québec, le secteur agricole est orienté davantage vers la production animale.

Le secteur agricole québécois est particulièrement présent dans la production du bétail, laquelle a généré près de 72 % des 5,6 G\$ de recettes agricoles de marché en 2007. Au regard de l'importance de ces recettes, les principales productions au Québec sont respectivement le lait (35 %), le porc (15 %) et la volaille (9 %), alors que, dans le cas des cultures, les revenus du secteur des fruits et légumes et de celui des grains¹¹ représentent 9 % et 11 % respectivement.

Du côté ontarien, la production agricole est plus diversifiée qu'au Québec puisque 52 % des recettes proviennent de la production animale, tandis que 48 % proviennent des cultures. Les plus importants types de production sont le lait (20 %), les grains (20 %) de même que les fruits et légumes (13 %).

Dans les autres provinces canadiennes, où le Manitoba, la Saskatchewan et l'Alberta accaparent 51 % des recettes de marché de l'ensemble du Canada, la part des cultures est passée à 56 % (49 % en 2006), tandis que la part du bétail a reculé pour s'établir à 44 % (51 % en 2006). Le secteur des grains a généré 39 % des recettes (31 % en 2006); celui des bovins et des veaux, 22 % et celui du porc, 8 %.

Les dépenses en matières premières sont plus importantes dans les secteurs de production animale.

En 2007, les dépenses d'exploitation agricole, après remises, représentaient 85 % des recettes monétaires du Québec.

Pour cette période, les principaux postes de dépenses incluent les aliments commerciaux, qui représentent 22 % des dépenses brutes d'exploitation, les salaires, 14 %, les frais d'intérêt, 12 %, et les dépenses relatives à la machinerie, 10 %.

¹¹ Comprend les céréales, les oléagineux, les légumineuses et les autres grains.

PART DE PRODUCTION DANS LES RECETTES DU MARCHÉ POUR LE QUÉBEC, L'ONTARIO ET LES AUTRES PROVINCES, 2007

Type de production	Québec	Ontario	Autres provinces
Céréales et oléagineux	11 %	23 %	38 %
Fruits et légumes	9 %	13 %	7 %
Horticulture ornementale	5 %	12 %	3 %
Acériculture	3 %	0 %	0 %
Autres cultures et bétail	3 %	2 %	10 %
Bovins et veaux	9 %	10 %	22 %
Porc	15 %	10 %	8 %
Lait	35 %	20 %	7 %
Aviculture	11 %	11 %	5 %

Source : Statistique Canada

IMPORTANCE DES DÉPENSES EN MATIÈRES PREMIÈRES, SELON LES SECTEURS DE PRODUCTION AGRICOLE, 2005

Secteurs de production	Québec	Ontario	Autres provinces
Céréales et oléagineux	11 %	12 %	7 %
Fruits et légumes	6 %	5 %	8 %
Serres et pépinières	19 %	17 %	16 %
Bovins	54 %	59 %	53 %
Lait	18 %	18 %	24 %
Porc	57 %	50 %	51 %
Volaille et œufs	52 %	47 %	52 %
Autres cultures et bétail	17 %	21 %	24 %

Source : Statistique Canada

L'importance des différents postes de dépenses diffère d'un secteur à l'autre. Les matières premières agroalimentaires¹² comptent pour beaucoup dans les dépenses de la production animale, notamment dans les secteurs du porc, des bovins et de l'aviculture, qui grugent une part importante des revenus d'exploitation, soit 57 %, 54 % et 52 % respectivement.

Toutefois, comme la production agricole québécoise est davantage axée sur le secteur animal, sa marge de manœuvre en matière de coûts d'approvisionnement est plus restreinte et, par le fait même, elle est plus sensible aux variations de prix de ces intrants.

4.1.2 La transformation alimentaire

Au Québec, les activités de transformation alimentaire sont très liées à la production agricole, d'où la part importante des matières premières dans les dépenses.

La transformation alimentaire québécoise est principalement orientée vers des industries directement liées aux produits du secteur animal. Les industries de la fabrication de produits laitiers, de produits de viande et d'aliments pour animaux représentent 51 % de la valeur

des livraisons manufacturières, ces dernières totalisant 20,2 G\$. En Ontario, ces secteurs ne représentent que 38 % de la valeur des livraisons du maillon de la transformation, qui totalisent 34,2 G\$.

Dans les secteurs liés à la production animale, les dépenses en matières premières et en fournitures (essentiellement composées de biens alimentaires) représentent une part très importante des dépenses totales. Au Québec, une forte proportion des ventes doit donc servir uniquement à payer les dépenses reliées aux matières premières. Dans l'industrie de la fabrication de viande, 76 % des ventes sont consacrées à payer ces dépenses, alors que, dans celle de la fabrication de produits laitiers, la proportion est de 77 % et, dans celle de la fabrication d'aliments pour animaux, de 80 %. Cette situation rend ces trois secteurs vulnérables aux fluctuations des coûts d'approvisionnement et limite, par le fait même, la marge de manœuvre relative à la marge brute.

¹² Les matières premières agroalimentaires représentent les dépenses en semences, en plants, en animaux et en nourriture.

RÉPARTITION DES LIVRAISONS, PAR SECTEUR, 2007

Secteurs d'activités en transformation alimentaire	Québec	Ontario	Autres provinces
Fabrication d'aliments pour animaux	9,5 %	5,1 %	6,2 %
Mouture de céréales et de graines oléagineuses	x	8,3 %	x
Fabrication de sucre et de confiseries	5,1 %	7,9 %	1,8 %
Mise en conserve de fruits et de légumes et fabrication de spécialités alimentaires	4,6 %	11,3 %	7,2 %
Fabrication de produits laitiers	19,5 %	12,4 %	14,9 %
Fabrication de produits de viande	21,8 %	21,0 %	32,4 %
Préparation et conditionnement de poissons et de fruits de mer	x	0,5 %	x
Boulangeries et fabrication de tortillas	11,0 %	11,6 %	4,0 %
Fabrication d'autres aliments	7,0 %	9,2 %	5,8 %
Fabrication de boissons	x	x	x
Fabrication du tabac	x	x	x

Source : Statistique Canada

x = données confidentielles en vertu des dispositions de la Loi sur la statistique

En ce qui concerne les dépenses en salaires, trois secteurs sont particulièrement sensibles à une variation du coût de la rémunération. Il s'agit des secteurs de la fabrication de produits de viande, de la mise en conserve de fruits et légumes et particulièrement de la boulangerie et de la fabrication de tortillas, pour lesquels la proportion par rapport aux dépenses globales est respectivement de 10 %, de 10 % et de 14 %.

Du côté de l'Ontario, l'industrie de la transformation alimentaire est plus diversifiée et moins dépendante du coût des approvisionnements en matières premières. C'est ainsi que cinq grands secteurs, assurant 43 % des livraisons manufacturières ontariennes, ont de telles dépenses variant de 48 % à 61 % de la valeur des livraisons.

En ce qui a trait à l'ensemble des autres provinces canadiennes, les constats sont les mêmes qu'au Québec, tant au regard de la spécialisation qu'au regard des frais reliés aux matières premières. Toutefois, certaines nuances devraient être apportées concernant chacune des provinces qui composent le reste du Canada, étant donné leurs particularités respectives.

IMPORTANCE DU COÛT DES MATIÈRES PREMIÈRES ET FOURNITURES, PAR SECTEUR, 2005

Secteurs d'activités en transformation alimentaire	Québec	Ontario	Autres provinces
Fabrication d'aliments pour animaux	80,4 %	68,3 %	77,1 %
Mouture de céréales et de graines oléagineuses	x	61,5 %	x
Fabrication de sucre et de confiseries	55,6 %	50,4 %	54,8 %
Mise en conserve de fruits et de légumes et fabrication de spécialités alimentaires	61,7 %	54,0 %	53,5 %
Fabrication de produits laitiers*	76,9 %	76,6 %	83,7 %
Fabrication de produits de viande	75,8 %	66,0 %	72,3 %
Préparation et conditionnement de poissons et de fruits de mer	x	65,6 %	x
Boulangeries et fabrication de tortillas	46,6 %	48,2 %	37,9 %
Fabrication d'autres aliments	48,0 %	54,2 %	43,4 %
Fabrication de boissons	x	x	x
Fabrication du tabac	x	x	x

Source : Statistique Canada

* Pour des raisons de confidentialité, cette rubrique ne comprend pas les produits congelés pour le Québec.

x = données confidentielles en vertu des dispositions de la Loi sur la statistique

4.2 LA CHAÎNE DE VALEUR

4.2.1 La distribution

Marges et prix sous pression

En 2007, Loblaws a continué son programme de restructuration, tandis que Wal-Mart a consolidé son ambition de jouer un rôle important dans le secteur de la distribution alimentaire au Canada. Pendant ce temps, une petite guerre de prix entre les principaux distributeurs alimentaires a exercé une pression sur les marges des grands distributeurs et leurs états financiers.

Pour le principal distributeur alimentaire canadien, Loblaws, 2007 a été une année charnière dans son plan de restructuration. Le détaillant torontois s'est doté d'une nouvelle direction (13 des 15 gestionnaires principaux sont nouveaux), a fermé 27 magasins au Québec et a aboli 1 000 postes administratifs au Canada.

Parallèlement à cette restructuration, Loblaws a dû soutenir la guerre de prix qu'il livre à la multinationale américaine Wal-Mart, qui a étendu son offre de produits alimentaires au Canada avec l'ouverture en 2007 de 17 Supercentres Wal-Mart en Ontario et en Alberta.

Dans sa réponse à Wal-Mart, Loblaws a lancé un projet-pilote de remodelage de ses magasins grand format en Ontario. Dans son

nouveau concept de magasins, Loblaws Superstore retourne à ses premières amours : l'alimentation avant tout. En effet, on y trouve 30 % d'espace additionnel consacré à la vente de produits congelés et de plats à emporter, notamment une plus grande quantité de salades. De plus, ce magasin n'utilise plus de sacs en plastique, ses allées sont plus larges, la présentation et la disposition des produits sont modifiées et le prix de la nourriture a connu des réductions de 12 à 15 %. Avec ces changements, la direction compte accroître de 20 % les profits d'exploitation de ses magasins grand format.

Par contre, l'adoption d'une politique de prix agressive dans sa bataille contre Wal-Mart et les investissements importants dans la restructuration ont entraîné une baisse significative des profits, malgré une hausse des revenus. Rappelons que, dans les résultats de son exercice 2006, Loblaws a déclaré sa première perte nette depuis 19 ans. La principale cause est une radiation d'actif de 800 M\$ imputée à la valeur résiduelle de son achat de Provigo, qui remonte à 1998.

Les effets de cette guerre de prix ne se limitent pas à Loblaws. Le réalignement de Loblaws et l'arrivée progressive de Wal-Mart se traduisent par des baisses de prix dans le monde de l'alimentation qui exercent une pression sur les marges. Il en résulte que tous les grands acteurs de la distribution alimentaire au Canada, spécialement ceux qui ont des activités en Ontario, le principal champ de bataille de cette guerre de prix, affichent une baisse des marges.

ÉVOLUTION DES VENTES DE LA DISTRIBUTION ALIMENTAIRE AU QUÉBEC, EN ONTARIO ET AU CANADA, DE 2004 À 2007 (M\$)

	2004	2005	2006	2007	Croissance 2007-2006
QUÉBEC					
Distribution alimentaire	18 560	19 763	20 319	20 528	1,0 %
Supermarchés	13 133	14 072	14 551	14 514	-0,3 %
Dépanneurs et magasins d'alimentation spécialisés	3 403	3 480	3 431	3 502	2,1 %
Magasins de bière, de vin et de spiritueux	2 024	2 211	2 337	2 512	7,5 %
Ensemble des groupes de commerces	78 518	82 533	86 763	90 451	4,3 %
ONTARIO					
Distribution alimentaire	29 368	30 393	30 871	32 170	4,2 %
Ensemble des groupes de commerces	129 086	135 321	140 835	146 442	4,0 %
RESTE DU CANADA					
Distribution alimentaire	34 430	35 513	36 838	38 753	5,2 %
Ensemble des groupes de commerces	139 118	148 317	161 969	175 313	8,2 %
CANADA					
Distribution alimentaire	82 358	85 669	88 029	91 451	3,9 %
Ensemble des groupes de commerces	346 721	366 171	389 567	412 207	5,8 %

Source : Statistique Canada

Sobeys continue son magasinage et se privatise.

Entre-temps, Sobeys est devenu une société fermée après le rachat de toutes les actions par Empire, la maison mère. Cette dernière possédait déjà 72,1 % des actions du deuxième plus important exploitant de supermarchés au Canada. La société Empire est elle-même contrôlée par la famille Sobeys.

La transformation de Sobeys en société fermée n'a pas changé grand-chose aux activités de l'entreprise. La preuve est qu'en 2007, l'épicier néo-écossais a fait l'acquisition du détaillant de produits alimentaires Thrifty Foods. Cette entreprise de Colombie-Britannique exploitait 20 supermarchés, 1 centre de distribution et 1 division de vente en gros. Ce faisant, Sobeys a renforcé sa position dans cette province de l'Ouest.

Au Québec, par l'entremise d'IGA, Sobeys s'est lancé dans un programme d'investissements pour construire, agrandir ou déménager ses magasins. Dans les « nouveaux » magasins, les produits prêts à manger, les solutions repas et les produits frais prendront de plus en plus de place. D'ailleurs, environ 50 % de l'espace est dédié aux produits frais.

Pour les prochaines années, Sobeys-IGA se donne le défi d'augmenter la part de marché de l'enseigne IGA dans le grand Montréal. Pour ce faire, IGA veut ajouter annuellement 2 ou 3 magasins d'au moins 25 000 pieds carrés chacun sur le territoire montréalais pour reprendre le terrain perdu. La compagnie mise sur des prix compétitifs, sur la qualité et sur une offre améliorée de produits périssables basée sur la fraîcheur, le prêt-à-manger et les produits biologiques.

Metro a, quant à lui, décidé de se prévaloir d'une option d'achat et d'acquérir 1,5 million des actions détenues par le géant américain A & P (The Great Atlantic & Pacific Tea Company) depuis 2005, année où ce dernier a cédé ses épiceries canadiennes au groupe québécois.

L'épicier québécois qui a subi les contrecoups de la guerre de prix que se livrent Loblaws et Wal-Mart sur le marché ontarien a dû aussi composer avec la pratique dynamique de bas prix appliquée par Loblaws sur le marché québécois. Cette stratégie s'est d'abord développée dans les supermarchés à escompte (Maxi et Maxi & Cie) et la réponse des consommateurs a été positive. Metro n'avait à peu près pas le choix de suivre en baissant les prix dans ses magasins Super C, d'autant plus que les consommateurs québécois sont les plus sensibles aux variations de prix au Canada. Par conséquent, les deux épiciers ont vu leurs marges bénéficiaires fondre comme neige au soleil.

Tout comme Wal-Mart, Costco est en mode croissance au Canada.

Le géant américain Costco, qui compte déjà 75 magasins au Canada, entend défendre vigoureusement son marché contre la concurrence. À cette fin, il prévoit accroître son réseau en portant le nombre de ses magasins à 100, à moyen terme, grâce à l'ajout de 40 magasins dans le monde en 2008, dont plusieurs au Canada. Les magasins Costco du Canada doivent notamment affronter les nouveaux Supercentres Wal-Mart, qui font déjà mal aux magasins Loblaws et Metro-A & P.

Au Québec, la chaîne américaine a ouvert son 18^e magasin au mois de novembre à Candiac. Celui-ci dispose de 142 000 pieds carrés plutôt que des 125 000 pieds carrés des autres magasins. Les clients y trouvent leurs fruits et légumes dans une pièce réfrigérée qui permet de réduire la manutention et les coûts.

4.2.2 La transformation

Les livraisons manufacturières du secteur bioalimentaire au Québec sont en forte progression.

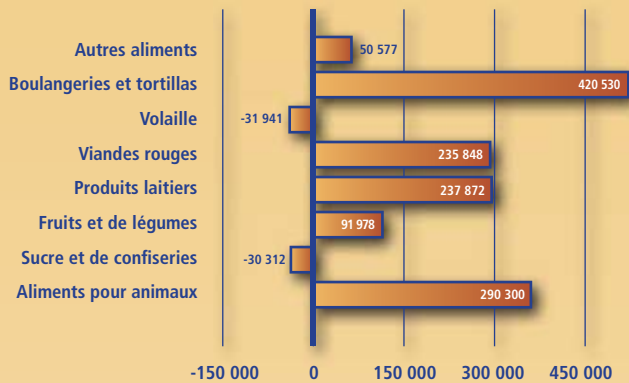
Il est à noter que Statistique Canada a effectué encore une fois une révision importante des données relatives aux livraisons manufacturières mensuelles. C'est pourquoi l'interprétation des données qui suivent doit être faite avec prudence.

La valeur des livraisons québécoises de l'industrie des aliments, des boissons et du tabac est estimée à 20,2 G\$ pour 2007, ce qui représente une hausse de 9,1 % par rapport à 2006¹³. Pour l'ensemble du secteur manufacturier, la valeur des livraisons a atteint 150,3 G\$, une hausse de 2 % comparativement à 2006. La part de l'industrie de la transformation alimentaire dans l'ensemble du secteur manufacturier a progressé par rapport à 2006, avec un résultat de 13,4 % comparativement à 12,6 %.

Des hausses importantes de la valeur des livraisons ont été enregistrées dans cinq secteurs de la transformation alimentaire. Il s'agit des industries de la boulangerie et de la fabrication de tortillas (23,2 %), de la fabrication d'aliments pour animaux (17,8 %) et, *ex æquo* à environ 11 %, de la fabrication de produits de viande rouge, de la mise en conserve de fruits et légumes et de la transformation des boissons et du tabac.

¹³ En valeur réelle, les livraisons québécoises de l'industrie des aliments, des boissons et du tabac ont augmenté de 4,9 % par rapport à 2006. Les hausses de prix de 12,5 % concernant les aliments pour animaux, de 7,3 % en ce qui a trait à la volaille, de 5 % pour les boissons et le tabac ainsi que de 2,7 % pour la fabrication de viande rouge expliqueraient ce résultat.

ÉVOLUTION DES LIVRAISONS MANUFACTURIÈRES EN 2007 (M\$)



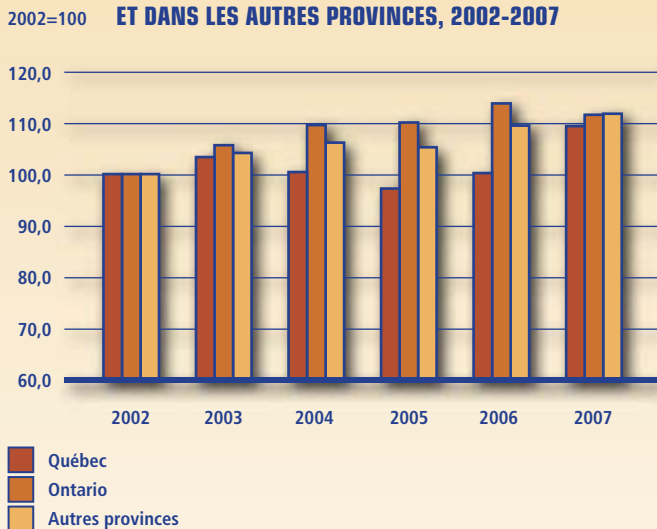
Source : Statistique Canada

Une hausse moins importante, soit 6,4 %, caractérise les produits laitiers. De plus, deux secteurs ont décliné, soit le sucre et les confiseries (-2,8 %) ainsi que la volaille (-3,2 %).

Par ailleurs, la valeur des livraisons des aliments, des boissons et du tabac de l'Ontario a diminué de 2 % en 2007, tandis que, dans les autres provinces canadiennes, les livraisons ont augmenté de 2,5 % pour atteindre respectivement 34,2 G\$ et 30,7 G\$.

Contrairement aux quatre dernières années, le Québec a vu sa part des livraisons sur le marché intérieur canadien passer de 23,4 % en 2006 à 25,3 % en 2007. La part de l'Ontario est passée de 43,2 % en 2006 à 41,2 % en 2007. Quant aux autres provinces canadiennes, elles ont légèrement augmenté leur part, laquelle est passée de 33,3 % en 2006 à 33,5 % en 2007.

ÉVOLUTION DES LIVRAISONS D'ALIMENTS, DE BOISSONS ET DE TABAC, AU QUÉBEC, EN ONTARIO ET DANS LES AUTRES PROVINCES, 2002-2007



Source : Statistique Canada

4.2.3 Le secteur agricole

Les recettes monétaires sont fortement à la hausse au Québec.

En 2007, au Québec, les recettes monétaires totales ont affiché une hausse de 8,8 % pour s'établir à 6,8 G\$, ce qui représente un sommet historique. En Ontario, les recettes monétaires ont augmenté de 4,5 % pour atteindre 9,3 G\$, alors que, dans les autres provinces canadiennes, elles se sont établies à 24,4 G\$, une hausse de 11,9 % par rapport à 2006.

De plus, en 2007, au Québec, les recettes provenant des cultures ont augmenté de 6,2 % pour atteindre 1,6 G\$. Ce résultat s'explique par une augmentation des recettes provenant surtout du maïs (26,6 %) ¹⁴, du soya (59,4 %) et de l'horticulture ornementale (8 %). Cependant, plusieurs autres types de production ont enregistré des baisses de leurs recettes, notamment les fruits et légumes (7,3 %), les produits de l'éradle (12,1 %) et les arbres de Noël (34,5 %).

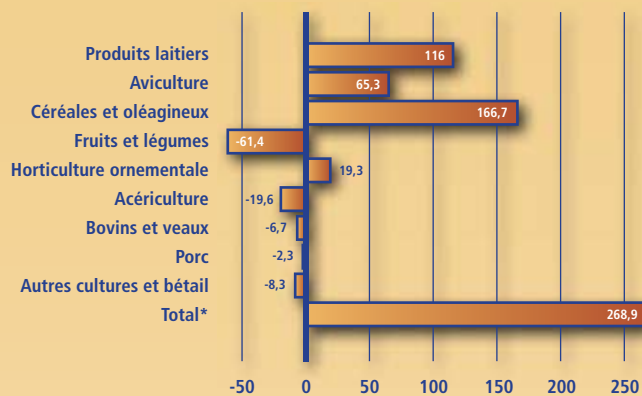
Dans le secteur du bétail, les recettes ont tout juste franchi le cap des 4 G\$ pour une hausse de 4,6 % par rapport à l'année précédente. Les recettes provenant du secteur du porc ont plutôt stagné en 2007, affichant une légère baisse de 0,3 %. Pour leur part, les recettes provenant du secteur avicole ont grimpé de 11,4 %. Par ailleurs, la hausse observée dans le secteur des bovins (1,8 %) a été contrecarrée par une plus forte baisse dans le secteur des veaux (5,5 %). Par contre, la hausse de 6,3 % des recettes provenant de l'important secteur des produits laitiers a contribué grandement à la bonne performance du secteur du bétail dans son ensemble.

Du côté des dépenses agricoles, on note une croissance de 8,6 %, celles-ci s'élevant à 5,6 G\$ pour 2007. Cette hausse peut s'expliquer par les augmentations observées notamment en ce qui concerne le coût des aliments commerciaux (18,3 %) ¹⁵, les dépenses de salaires (3 %), le paiement d'intérêts (12,7 %), les réparations de machines (2,5 %), l'engrais et la chaux (3,1 %), le carburant (5,3 %) ainsi que le travail à forfait (3 %). Les primes pour les programmes de stabilisation du revenu ont fait un bond de 79,1 %.

¹⁴ La hausse des recettes du maïs est due en bonne partie à une augmentation des prix de 31,2 %.

¹⁵ La presque totalité de cette hausse est attribuable à l'augmentation des prix des aliments.

VARIATION DES RECETTES PAR TYPE DE PRODUCTION AU QUÉBEC EN 2007 (M\$)



Source : Statistique Canada

* Recettes de marché

Enfin, les paiements totaux de programme ont augmenté de 32,3 %, soit de 276,7 M\$, ce qui constitue près de 51 % de la hausse totale des recettes monétaires au Québec en 2007. Cette hausse propulse ces paiements à un sommet de 1,13 G\$.

En Ontario, les recettes des cultures ont augmenté de 8,3 % et celles du bétail, de 3,4 %. Dans le cas des cultures, les recettes du maïs ont augmenté de 41,2 %; celles du soya, de 45,9 %; celles de l'orge, de 29,4 % et celles de la pomme, de 10,4 %. Par contre, d'autres cultures affichent un recul, notamment la pomme de terre (19,7 %) et le blé (15,5 %). Dans le secteur du bétail, les recettes de l'industrie bovine ont diminué (2,1 %), de même que celles du secteur du porc (3,2 %). Toutefois, les recettes provenant des secteurs de la volaille et des produits laitiers ont augmenté respectivement de 14,1 % et de 7,6 %.

En ce qui concerne les autres provinces, les recettes monétaires de marché ont augmenté de 17,3 %, alors que, contrairement au Québec, les paiements directs de programme ont diminué de 21,6 %. La hausse de 34,8 % des recettes du secteur des cultures a largement compensé cette baisse des paiements directs. Le secteur du bétail est demeuré relativement stable avec une hausse de 0,6 %. Les recettes générées par le blé, le canola et le maïs ont respectivement augmenté de 56,7 %, de 36,1 % et de 160,5 %. Pour ce qui est des productions animales, les recettes du secteur du porc ont diminué de 4,5 % et celles du secteur du veau, de 30,1 %, tandis que les recettes provenant des secteurs des bovins et des produits laitiers ont progressé respectivement de 2 % et de 9,1 %.

D'après les dernières estimations, le revenu net total¹⁶ s'élevait à 510 M\$ en 2007, ce qui correspond à une hausse de 57 % par rapport à 2006. Par contre, la moyenne quinquennale 2002-2006 a baissé de 16 % par rapport à la période précédente, soit 2001-2005, notamment à cause du revenu net total de 2006 (325 M\$), qui est le plus bas enregistré depuis 1983 (en dollars courants). Enfin, à titre de comparaison, mentionnons que le revenu net total en Ontario était de -172,9 M\$ en 2007, une baisse de 146 M\$, alors que celui du reste du Canada, mené surtout par les trois provinces des Prairies, a bondi de 398 M\$ pour s'établir à près de 39 M\$.

De façon plus globale, notons que le revenu familial du secteur agricole¹⁷ québécois s'élevait à 870,5 M\$ en 2007, ce qui équivaut à une hausse de 28,9 % par rapport à 2006. Ce revenu, qui représente la somme des bénéfices des sociétés, des revenus des exploitations non constituées et des salaires familiaux, est inférieur de 0,2 % à la moyenne quinquennale 2002-2006, elle-même en baisse de 9,5 % par rapport à la période précédente (2001-2005).

¹⁶ Il est important de mentionner que le revenu net total fait référence à la valeur de la production de l'année en cours, tandis que les recettes monétaires font référence aux ventes de l'année, que la production ait été réalisée ou non durant l'année précédente.

¹⁷ Le concept de revenu familial réduit le biais qui résulte de l'évolution du statut juridique des exploitations agricoles dans le calcul du revenu net en tenant compte de l'ensemble des revenus que les exploitants et leur famille tirent de l'activité agricole.

05

Performance de l'industrie bioalimentaire

En 2007, l'industrie bioalimentaire québécoise a connu une croissance économique équivalente à celle de l'ensemble de l'économie. Néanmoins, le secteur tertiaire a été créateur d'emplois. Au chapitre de l'efficacité économique, l'industrie bioalimentaire montre des signes de fatigue, notamment pour le complexe production-transformation avec une baisse de la productivité depuis 2002, une plus faible valorisation des intrants agroalimentaires ainsi qu'une plus faible compétitivité dans plusieurs domaines, dont le secteur laitier et le secteur porcin.

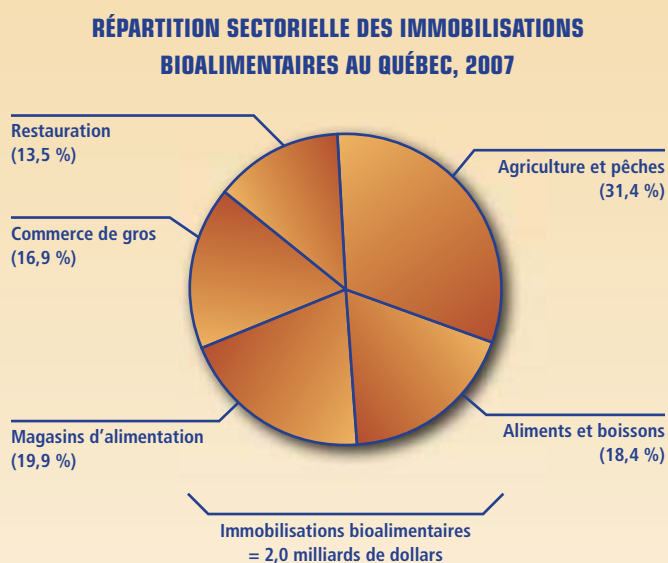
Après avoir exposé, dans les chapitres précédents, les caractéristiques, les différentes composantes et les résultats de l'industrie bioalimentaire québécoise, nous présentons, dans cette section, la performance de l'industrie sous trois aspects : les retombées économiques, l'efficacité économique et la compétitivité. Les retombées économiques sont analysées selon les trois variables les plus couramment utilisées, soit les investissements, le PIB et l'emploi. L'efficacité économique est analysée sous trois angles, soit la capacité de créer de la richesse à partir d'intrants agricoles et alimentaires (efficacité dans l'utilisation des intrants), la croissance de la productivité du travail et la capacité de dégager une marge bénéficiaire (rentabilité du secteur). Finalement, la compétitivité est analysée sous l'angle des parts de marché et de la rentabilité.

5.1 LES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES DE L'INDUSTRIE

5.1.1 Les investissements

Au Québec, les immobilisations bioalimentaires ont augmenté en 2007.

Selon les dernières données disponibles sur les investissements, les immobilisations de l'ensemble de l'industrie bioalimentaire du Québec totalisaient 2 G\$ en 2007. Cette somme est attribuable aux secteurs de l'agriculture et des pêches (31,4 %), des magasins d'alimentation (19,9 %), de la transformation des aliments et des boissons (18,4 %), du commerce de gros (16,9 %) et de la restauration (13,5 %).



Source : Statistique Canada

Par rapport à l'année 2006, les immobilisations bioalimentaires ont augmenté de 48,9 M\$, soit de 2,5 %. Ce résultat est essentiellement dû à la performance des secteurs du commerce de gros et de la restauration, qui ont investi respectivement 52,6 M\$ et 21,9 M\$ de plus en 2007, ce qui représente des hausses respectives de 18,4 % et de 8,8 %. Seul le secteur de la transformation des aliments et des boissons a vu ses investissements en immobilisations diminuer de 36,5 M\$ (9 %). Malgré cette hausse, le niveau d'investissements en 2007 pour l'ensemble de l'industrie se situe à 6,7 %, sous la moyenne des cinq dernières années.

À l'échelle canadienne, la part du Québec se maintient.

Malgré une croissance supérieure de 0,7 point de pourcentage à celle enregistrée dans l'ensemble du Canada¹⁸ en ce qui concerne les dépenses d'immobilisations, le Québec conserve sensiblement la même part, ce qui se traduit en réalité par un gain de 0,1 point de pourcentage. La part du Québec s'établit ainsi à 19,4 % pour 2007, un niveau légèrement inférieur à la moyenne des quatre dernières années (de 2003 à 2006).

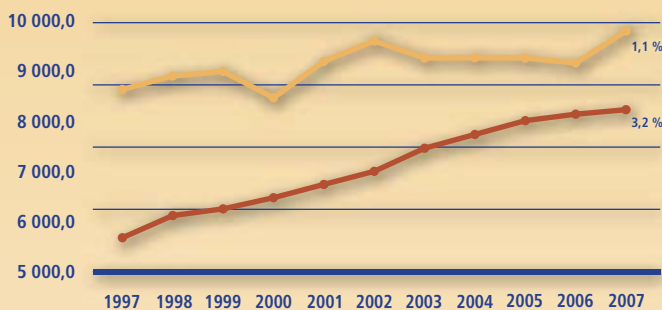
¹⁸ Cette comparaison exclut le secteur des boissons puisque les données des autres provinces canadiennes et du Canada ne sont pas disponibles en ce qui concerne ce secteur.

5.1.2 Le produit intérieur brut (PIB)

Malgré une forte croissance du PIB au regard du complexe production-transformation, le secteur du détail semble plus dynamique depuis plusieurs années.

L'estimation du PIB bioalimentaire réel est de 16,5 G\$ pour 2007, ce qui correspond à une augmentation de 3,7 %, un résultat supérieur au taux de croissance de 2,5 % de l'ensemble de l'économie. Cette croissance est due en bonne partie au complexe production-transformation, qui a connu une augmentation de 6 %. Le réseau du détail et des HRI a, pour sa part, connu une croissance de 1 %. Toutefois, depuis dix ans, la croissance du PIB du commerce de détail et du secteur de la restauration est beaucoup plus forte que celle du complexe production-transformation. En 1997, près de 60 % du PIB bioalimentaire provenait du complexe production-transformation. En 2007, ce dernier ne représentait que 54 % du PIB.

croissance du PIB bioalimentaire du Québec, 1997-2007



Complexe production-transformation
Détail-HRI

Source : Statistique Canada

Depuis 2002, l'industrie bioalimentaire québécoise a connu une croissance plus faible de son PIB en comparaison avec le reste du Canada, soit 7,5 % par rapport à 13,5 %. Seul le secteur de la restauration a connu une meilleure performance que celui du reste du Canada avec une croissance de 14 % par rapport à 2,7 %.

5.1.3 L'emploi

Le secteur bioalimentaire québécois enregistre une croissance de l'emploi supérieure à celle de l'ensemble de l'économie du Québec.

En 2007, entraînée par le secteur tertiaire, l'industrie bioalimentaire au Québec a vu croître son nombre d'emplois pour atteindre 481 232, soit une hausse de 2,9 %. Il s'agit de la meilleure croissance de l'emploi bioalimentaire enregistrée depuis 2002 aussi bien par l'industrie bioalimentaire que par l'ensemble de l'économie québécoise (2,3 %). Par contre, cette croissance semble modeste par rapport à celle observée ailleurs au pays. En effet, l'emploi dans l'industrie bioalimentaire a augmenté de 4,8 % en Ontario et de 3,1 % dans le reste du Canada.

Mise à part la transformation alimentaire, l'emploi dans les différents secteurs de l'industrie bioalimentaire québécoise a connu une augmentation en 2007. Plus particulièrement, mentionnons que le secteur de la restauration (184 890 emplois) a enregistré une hausse de 2,7 % au Québec, comparativement à 4,8 % en Ontario et à 4,3 % dans le reste du Canada. Du côté des magasins d'alimentation (141 353 emplois), l'emploi a fortement progressé, soit de 7,2 %, malgré la fermeture de certains magasins Loblaws au Québec. Ailleurs au pays, les magasins d'alimentation ont aussi contribué à élever le nombre d'emplois, soit de 7,4 % en Ontario et de 6,7 % dans

ÉVOLUTION DU PIB, QUÉBEC ET LE RESTE DU CANADA (M\$)

	Québec						Reste du Canada					
	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Agriculture et Pêches	2 663	2 732	3 002	3 062	2 963	3 081	13 085	15 316	16 831	17 525	17 369	17 141
Aliments, Boissons et tabac	6 040	5 695	5 429	5 366	5 385	5 780	17 134	17 009	17 434	17 846	18 141	17 943
Commerce de détail d'aliments et boissons	3 141	3 360	3 403	3 553	3 635	3 654	10 538	11 162	11 696	11 850	12 111	12 623
Restauration et débits de boissons	3 456	3 610	3 790	3 862	3 886	3 939	13 319	12 714	13 023	13 091	13 556	13 683
Total bioalimentaire	15 300	15 397	15 624	15 843	15 868	16 454	54 076	56 201	58 984	60 311	61 177	61 390
Ensemble de l'économie	223 850	226 805	232 823	237 725	242 137	248 542	844 916	864 573	893 979	922 299	951 769	975 777

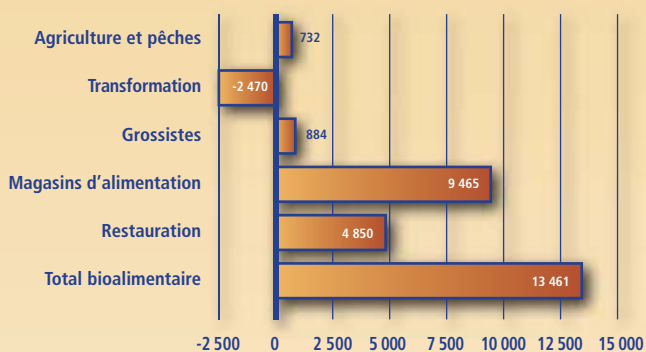
Source : Statistique Canada

le reste du Canada. Ces augmentations importantes s'expliquent encore une fois par le fait que les supermarchés offrent une gamme de services très diversifiés, ce qui nécessite un nombre élevé d'employés en magasin (généralement à temps partiel).

Chez les grossistes alimentaires (26 564 emplois), l'emploi a augmenté de 3,4 % après trois années consécutives de baisses. On peut faire le même constat en Ontario et dans le reste du Canada, où l'emploi a augmenté de 3,5 % et de 1,3 % respectivement.

Pour une quatrième année consécutive, le secteur de la transformation alimentaire (67 198 emplois) a vu son nombre d'emplois diminuer de 3,5 % (2 470 emplois), une baisse plus importante que celle de l'année précédente, alors qu'on a pu observer une hausse en Ontario (2,2 %) et une stabilité dans le reste du Canada (0,2 %). Les plus importantes pertes d'emplois ont été observées dans les secteurs de la viande (1 102 emplois), de la boulangerie (868 emplois) ainsi que des boissons et du tabac (255 emplois).

CROISSANCE (PERTE) DE L'EMPLOI BIOALIMENTAIRE AU QUÉBEC, 2007



Source : Statistique Canada

En ce qui concerne le secteur de la boulangerie, on note que la Boulangerie Gadoua, détenue par Weston depuis 2004, a fermé son usine de Saint-Augustin et a réduit ses effectifs dans son établissement de Saint-Thomas-de-Joliette, tandis que Saputo a rationalisé les activités de sa boulangerie. Le secteur de la boulangerie au Canada s'est consolidé ces dernières années (notamment par des acquisitions) en raison d'une saturation du marché intérieur. Actuellement, le secteur semble fermer de petites usines afin de concentrer davantage ses activités. De plus, la plupart des supermarchés possèdent un comptoir de boulangerie où l'on effectue notamment la cuisson de pains à partir de pâte achetée des grandes boulangeries. Cette situation amène assurément un certain déplacement de la main-d'œuvre des grandes boulangeries vers les magasins d'alimentation, particulièrement pour les dernières étapes de la fabrication du pain.

Du côté des viandes, les pertes d'emplois sont principalement attribuables à la fermeture des usines de porc d'Olymel, situées à Saint-Simon et à Saint-Valérien-de-Milton, ainsi qu'à la fermeture des Abattoirs Billette en Montérégie (abattage de bouvillons). La crise de la production porcine et la hausse du dollar canadien expliquent en partie les difficultés de ce secteur.

Par ailleurs, le secteur des boissons a dû faire face à plusieurs changements au cours des dernières années. Au Canada, du côté des brasseries, les baisses du nombre d'emplois des dernières années s'expliquent en partie par la restructuration de l'industrie, causée surtout par une baisse de la consommation de bière. Dans l'ensemble du secteur des boissons (alcoolisées et non alcoolisées), les récentes hausses des coûts de production reliés aux prix du maïs, de l'orge de brasserie, de l'aluminium (cannettes) et de l'énergie ont touché particulièrement toute l'industrie. Par ailleurs, ce sont des hausses de coûts sans précédent qui ont amené le géant mondial Coca-Cola à annoncer une réduction de 3 500 emplois, principalement en Amérique du Nord, soit de 5 % de ses effectifs mondiaux.

En ce qui a trait à l'agriculture et aux pêches, le marché de l'emploi a été stable en 2007 (augmentation de 1,2 %), s'établissant à 61 227 emplois¹⁹. L'Ontario a, quant à lui, vu augmenter son nombre d'emplois en agriculture de 4,5 %, tandis que le reste du Canada a enregistré une baisse de 1,2 %.

¹⁹ Calculé selon une moyenne mobile de cinq ans des données brutes de l'Enquête sur la population active de Statistique Canada. Une telle démarche se justifie par la très grande volatilité des statistiques issues de cette enquête concernant le secteur.

5.2 INDICATEURS D'EFFICACITÉ ÉCONOMIQUE DE L'INDUSTRIE

5.2.1 L'efficacité dans l'utilisation des intrants agricoles et alimentaires

Le Québec valorise moins ses intrants agricoles et alimentaires que le reste du Canada.

Puisque les achats d'intrants agricoles et alimentaires constituent une part importante des dépenses totales dans l'industrie bioalimentaire²⁰, il est essentiel, dans l'analyse d'une performance économique, d'évaluer l'efficacité économique de l'utilisation de ces intrants dans la fabrication de biens alimentaires, à savoir la capacité de créer de la richesse à partir de ces intrants.

Ainsi, l'indicateur *valeur ajoutée (VA) par dollar d'achat d'intrant agricole et alimentaire (AI)* permet d'évaluer la capacité de créer de la richesse pour l'économie, et ce, chaque fois qu'un dollar d'intrant agricole et alimentaire est utilisé²¹.

Si l'on combine la production et la transformation, cet indicateur reflète la capacité du complexe production-transformation à générer de la valeur ajoutée à partir de ses intrants agricoles et alimentaires. L'indicateur se résume ainsi :

$$\frac{(VA)}{(AI)}$$

Au Québec, pour chaque dollar d'achat d'intrant agricole et alimentaire par le complexe production-transformation, 0,68 \$ est créé en valeur ajoutée²². Dans le reste du Canada, ce montant s'élève à 0,81 \$.

Plusieurs raisons peuvent expliquer l'écart observé. À première vue, le reste de Canada semble valoriser davantage l'utilisation des intrants agricoles et alimentaires. Toutefois, il faut préciser que ce résultat dépend en bonne partie de trois facteurs : le prix d'achat des intrants agricoles et alimentaires, la taille des entreprises et les secteurs dans lesquels le complexe production-transformation évolue. Au Québec, le complexe production-transformation évolue dans des secteurs reliés à la production animale. Or, ces secteurs procurent relativement moins de valeur ajoutée par dollar de vente que des secteurs comme la boulangerie et les fruits et légumes. À titre indicatif, mentionnons que, dans l'ensemble du Canada, nous remarquons que les secteurs de transformation de l'alimentation animale, des produits laitiers et de produits de viande procurent en moyenne moins de valeur ajoutée (0,21 \$ pour chaque dollar de vente) que le secteur de transformation des fruits et légumes (0,37 \$) ou celui de la fabrication d'aliments divers (0,33 \$).

5.2.2 La productivité du travail

Au Québec, malgré une croissance de la productivité du travail pour le complexe production-transformation, on observe un certain essoufflement depuis 2002.

La croissance de la productivité par heure travaillée²³ (CPH) constitue l'un des facteurs importants favorisant le développement et la compétitivité d'une industrie.

$$CP_H = \frac{\left(\frac{VA_T}{HT_T}\right) - \left(\frac{VA_{T-1}}{HT_{T-1}}\right)}{\left(\frac{VA_{T-1}}{HT_{T-1}}\right)}$$

HT : heures travaillées

VA : valeur ajoutée

Entre 1997 et 2006, la productivité du complexe production-transformation québécois a connu une progression évaluée à 1,8 % en moyenne. Ce résultat est légèrement supérieur à celui de l'Ontario (1,1 %), mais les autres provinces canadiennes affichent une croissance plus rapide, soit 4,4 %²⁴.

Mentionnons toutefois que, depuis 2002, la situation du Québec en matière de productivité s'est nettement détériorée par rapport à celles de l'Ontario et du reste du Canada. La productivité du complexe production-transformation a diminué en moyenne de 2,8 % par année, tandis que celle de l'Ontario n'a diminué que de 1 %. Par contre, la productivité dans les autres provinces canadiennes a continué sa progression, affichant une croissance de 4,9 %.

²⁰ Au Québec, cette part se situe autour de 68 % des ventes finales dans le cas du maillon agricole et de 50 % dans le cas du maillon de la transformation.

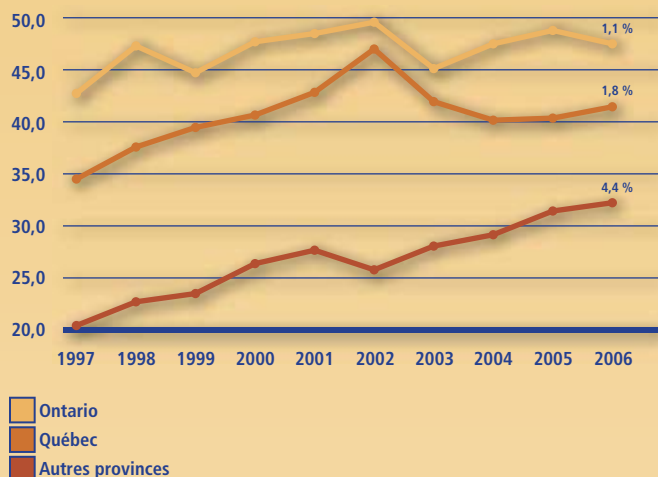
²¹ Cet indicateur (valeur ajoutée/intrants) est différent de la valorisation du dollar d'intrants agricoles sur les marchés finaux, ainsi que nous l'avons mentionné dans le chapitre 2. Il permet d'évaluer l'efficacité de l'ensemble des activités générées à partir d'intrants, et ce, peu importe la destination de la vente (exportation, vente au maillon en aval, vente directe aux consommateurs).

²² Ici, ce n'est pas la capacité du complexe production-transformation à valoriser un dollar de production agricole qui est analysée, mais bien la capacité de ce complexe à générer de la valeur ajoutée, chaque fois qu'un dollar d'intrant agricole et alimentaire est utilisé.

²³ Les spécialistes utilisent très souvent la valeur ajoutée réelle par heure travaillée comme mesure de productivité.

²⁴ Soulignons que le niveau de valeur ajoutée par heure travaillée diffère d'une région canadienne à l'autre. Cela peut s'expliquer par des écarts entre la taille des établissements, des différences structurelles, un degré de finition des produits fabriqués plus élevé (plus forte valeur ajoutée) ou un degré d'efficacité économique différent.

ÉVOLUTION DE LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL DU COMPLEXE PRODUCTION-TRANSFORMATION (EN \$ CONSTANTS PAR HEURE TRAVAILLÉE)



Source : Statistique Canada

Compilation : MAPAQ, Direction des études économiques

Au Québec, même si l'on observe une croissance de la productivité du travail pour ce qui est de la production agricole et du secteur de la fabrication des aliments, une certaine faiblesse se pointe pour ces deux maillons.

Dans le secteur agricole, depuis 1997, le Québec affiche une croissance annuelle de sa productivité de 3,9 %, soit une performance légèrement inférieure à celle de l'Ontario (4,1 %). La productivité du travail dans les autres provinces canadiennes augmente également plus fortement (7,2 %) qu'au Québec. Le développement fulgurant de la production porcine dans l'Ouest canadien coïncide avec l'amélioration rapide de la productivité du travail.

Dans le secteur de la fabrication des aliments, la croissance de la productivité du travail entre 1997 et 2006 s'établit à 3,7 % pour le Québec, comparativement à 3,8 % pour l'Ontario et à 1,6 % pour les autres provinces canadiennes. Toutefois, il importe de souligner que l'écart pour ce qui est du niveau de productivité entre

le Québec et l'Ontario s'agrandit depuis 2004. L'industrie de la fabrication des aliments en Ontario réussissait à produire, en 2004, 47,88 \$ par heure travaillée, comparativement à 39,99 \$ pour le Québec. En 2006, l'industrie ontarienne produisait 56,75 \$ par heure travaillée et le Québec ne produisait que 43,77 \$.

La croissance de la productivité de l'industrie des aliments au Québec est quand même supérieure à ce qui est évalué pour les États-Unis (2,7 % par année entre 1997 et 2005). Au Québec, des rationalisations apportées au processus de production, se traduisant par une baisse du nombre d'heures travaillées (notamment depuis 2003), apparaissent comme un facteur majeur de la croissance de la productivité du travail dans ce secteur.

Du côté de la fabrication de boissons et de produits du tabac, le Québec affiche un résultat à la baisse, à l'instar de l'Ontario. Précisons toutefois que les données relatives à ce secteur reflètent en partie le déclin du secteur du tabac (au Canada, ce secteur se concentre essentiellement dans ces deux provinces). Du côté du secteur des boissons, le manque de croissance de la productivité du travail pourrait être attribuable aux difficultés des entreprises à bénéficier d'économies d'échelle, étant donné qu'elles doivent satisfaire une demande de plus en plus segmentée (les empêchant d'atteindre de grands volumes de production).

Toujours dans le secteur des boissons et du tabac, seules les autres provinces canadiennes ont une croissance de leur productivité. Au chapitre des investissements dans le secteur des boissons, la tendance observée pour les dépenses en immobilisations depuis 1998 est d'ailleurs à la hausse. De plus, l'industrie du tabac est peu présente sur ce territoire, ce qui influence positivement les résultats.

CROISSANCE DE LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL PAR SECTEUR AU QUÉBEC, EN ONTARIO ET DANS LES AUTRES PROVINCES, 1997-2006

	Québec	Ontario	Autres provinces	États-Unis (1997-2005)
Agriculture	3,9 %	4,1 %	7,2 %	n.d.
Fabrication des aliments	3,7 %	3,8 %	1,6 %	2,7 %
Fabrication de boissons et tabac	-0,7 %	-3,3 %	3,4 %	0,0 %

Sources : Statistique Canada et Bureau of Labor Statistics.

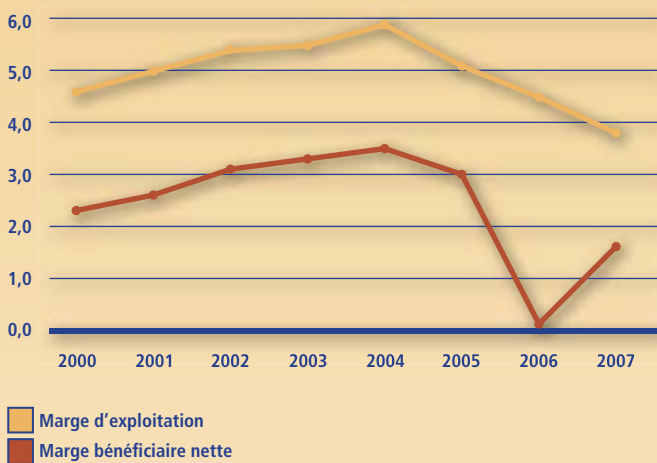
Compilation : MAPAQ, Direction des études économiques

5.2.3 La rentabilité du secteur²⁵

Distribution alimentaire : panique à cause de Wal-Mart et baisse des marges bénéficiaires

Encore embourbé dans son important projet de restructuration, Loblaw's, le principal distributeur alimentaire, n'a pas pu améliorer sensiblement sa situation au regard de ses marges d'exploitation. En effet, tout comme les deux dernières années, la chaîne ontarienne de supermarchés a vu ses profits baisser en raison des investissements soutenus visant à réduire le niveau des stocks et à optimiser les contrôles à l'interne et la variété de l'offre, des efforts de rationalisation des magasins et de la pression à la baisse sur les prix.

ÉVOLUTION DES MARGES DE LOBLAWS ET METRO, 2000-2007²⁶



Sources : Rapports annuels et CANADIAN FOOD RETAILERS, Recipes for success, James Durran, Equity Research, National Bank Financial

Si, globalement, la restructuration a donné de bons résultats en ce qui concerne le contrôle des stocks, on ne peut pas en dire autant à propos des prix. En effet, par sa guerre de prix contre Wal-Mart, qui a massivement lancé ses supercentres dans le marché ontarien, Loblaw's a fini par créer un effet domino qui a entraîné tous les autres grands distributeurs alimentaires dans la spirale des marges à la baisse. Cette guerre de prix a surtout pour objectif de ralentir la progression de Wal-Mart dans la vente de produits alimentaires. Les autres distributeurs ont été obligés de suivre le mouvement des prix à la baisse pour ne pas perdre trop de parts du marché. En fait, tout s'est déroulé comme si la réaction était de limiter les dégâts.

La guerre de prix commencée en Ontario s'est poursuivie au Québec, essentiellement entre Metro et Loblaw's. Ce dernier, pour se refaire la santé au Québec, a joué aussi la carte des bas prix en misant surtout sur ses magasins à rabais Maxi. Metro a répliqué en abaissant les prix dans sa chaîne Super C. Les deux épiciers tentent d'attirer de nouveaux clients à coups de rabais alléchants. Par conséquent, leurs marges bénéficiaires ont fondu comme neige au soleil.

Dans le secteur de la transformation des aliments au Québec, la marge bénéficiaire moyenne avoisine les 6 % pour la période 2003-2005. L'Ontario et les autres provinces présentent des taux plus élevés, soit respectivement 11 % et 8 %. Il faut dire qu'au Québec, la transformation alimentaire est plus orientée vers les secteurs ayant une proportion des dépenses en matières premières plus importantes.

²⁵ Les statistiques disponibles ne permettent pas de présenter le même indicateur d'un maillon à l'autre.

²⁶ La marge bénéficiaire nette de 2006 tient compte des charges exceptionnelles de Loblaw's liées à une radiation d'actif de 800 M\$ imputée à la valeur résiduelle de son achat de Provigo, qui remonte à 1998.

ÉVOLUTION DES MARGES BÉNÉFICIAIRES DANS LE SECTEUR DE LA TRANSFORMATION ALIMENTAIRE AU QUÉBEC, EN ONTARIO ET DANS LES AUTRES PROVINCES, 2003-2005

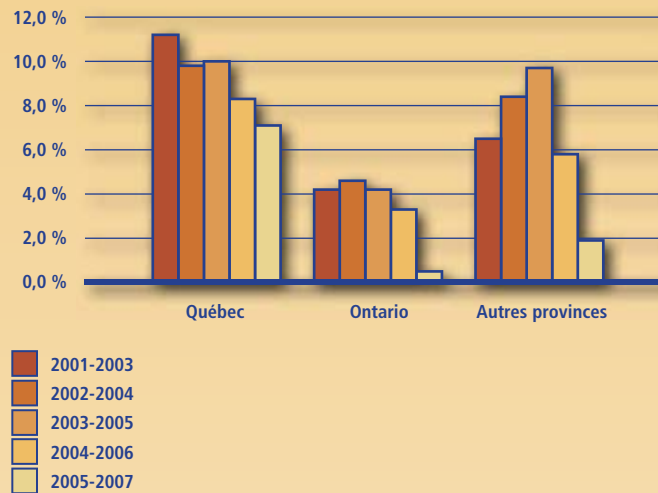
	Aliments				Boissons et produits du tabac			
	2003	2004	2005	2003-2005	2003	2004	2005	2003-2005
Québec	7 %	5 %	6 %	6 %	35 %	33 %	33 %	33 %
Ontario	12 %	20 %	10 %	11 %	43 %	46 %	43 %	44 %
Autres provinces	7 %	9 %	9 %	8 %	31 %	29 %	29 %	30 %

Source : Statistique Canada

Compilation : MAPAQ, Direction des études économiques

Dans le **secteur agricole**, sur la base de la marge bénéficiaire mesurée par le revenu net sur les recettes monétaires²⁷, les résultats du Québec se situent en moyenne à 9,8 % pour la période 2001-2007, comparativement à 2,9 % pour l'Ontario et à 5,2 % pour les autres provinces.

MARGE BÉNÉFICIAIRE SECTEUR AGRICOLE, 2001-2007



Sources : Statistique Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada
Compilation : MAPAQ, Direction des études économiques

En règle générale, la rentabilité du secteur agricole repose sur plusieurs éléments, dont les paiements directs. Entre 2001 et 2007, les paiements directs au Québec représentaient en moyenne 12,6 % des recettes monétaires, alors que la proportion atteignait 7,7 % en Ontario et 13,3 % dans les autres provinces canadiennes. Notons qu'en 2007, cette part des paiements dans les recettes monétaires s'élevait à près de 17 % au Québec.

²⁷ Rappelons que le revenu net comprend la rémunération de l'exploitant dans le cas des entreprises non constituées en sociétés par actions.

5.3 LA COMPÉTITIVITÉ DES INDUSTRIES AGRICOLES ET DE LA TRANSFORMATION ALIMENTAIRE DU QUÉBEC

La compétitivité peut être définie comme étant la capacité d'accroître ou de maintenir ses parts de marché d'une façon rentable et soutenue (Agriculture et Agroalimentaire Canada, 1993).

Dans cette optique, l'agriculture québécoise paraît avoir obtenu d'assez bons résultats au cours des dernières années dans sa conquête des marchés canadiens. Cependant, le diagnostic est plus partagé en ce qui concerne l'industrie de la transformation alimentaire.

D'assez bonnes performances en agriculture

La plupart des secteurs de production agricole au Québec ont maintenu, sinon développé, leurs parts du marché canadien au cours de la période 2003-2006, en regard des quatre années précédentes. Le porc fait exception, de même que certains sous-secteurs comme celui du poulet. Les secteurs qui ont connu les meilleurs développements au regard des parts du marché canadien sont les grandes cultures et la production en serre et en pépinière.

Cependant, pendant la période 2003-2006, la proportion des produits agricoles du Québec exportés hors du Canada n'a augmenté significativement dans aucun secteur. Elle a même fléchi par rapport à la période 1999-2002 pour les produits horticoles et les bovins vivants²⁸.

Au chapitre de la rentabilité, les données les plus récentes montrent un bénéfice net avant impôt sur le capital investi par les propriétaires et prêteurs se situant globalement entre 4 % et 8 % selon les secteurs agricoles. Pour chacun des secteurs de production considérés, le rendement financier moyen atteint au Québec au cours de la période 2003-2005 est égal ou supérieur à celui du Canada dans son ensemble.

Ces bons rendements, rapportés dans les états financiers des entreprises spécialisées du Québec, ont été atteints en partie grâce aux paiements de programme et aux produits d'assurances accessibles aux entreprises agricoles. La rentabilité enregistrée est particulièrement dépendante de ces paiements pour la moitié des secteurs agricoles présentés dans le tableau des données.

Des performances mitigées en transformation alimentaire

L'analyse de la compétitivité des transformateurs est partiellement limitée par les données disponibles du côté de la rentabilité : seule la marge bénéficiaire est disponible pour les divers secteurs de transformation alimentaire. Cette marge représente la part qui reste des revenus une fois enlevées toutes les dépenses, y compris les amortissements et les intérêts. Un ratio rapportant ce bénéfice aux investissements financiers aurait été préférable.

²⁸ Dans le cas des bovins vivants, cette situation est liée en partie à la crise de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB).

PART DU MARCHÉ CANADIEN DÉTENU PAR L'AGRICULTURE DU QUÉBEC ET RENTABILITÉ DES ENTREPRISES SPÉCIALISÉES

Secteur de production	Part du marché canadien (%)		Rendement du capital (%)	
	1999-2002	2003-2006	2003-2005	
			Avec paiements de programme	Sans paiements de programme
Céréales et oléagineux	13,6	16,1	3,7	0,5
Pommes de terre	11,9	12,5	5,5	2,1
Autres légumes et fruits	5,7	5,6	5,4	3,1
Produits de serriculture et de pépinières	12,8	14,0	8,2	6,4
Bovins de boucherie	7,4	9,0	4,1	-3,7
Lait	38,9	39,2	5,2	4,2
Porc	37,6	35,8	7,0	1,7
Volailles et œufs	25,2	25,4	5,4	4,8

Sources : Statistique Canada

Compilation : MAPAQ, Direction des études économiques

En ce qui a trait à la transformation alimentaire, quatre des neuf industries québécoises pointées témoignent d'un maintien de leurs parts du marché canadien ou d'un gain de parts. Deux de ces secteurs de fabrication obtiennent de bons résultats en matière de rentabilité, à savoir le sucre et les confiseries ainsi que la boulangerie. De plus, ces deux industries québécoises ont augmenté leurs exportations.

Les deux autres secteurs (la fabrication des aliments pour animaux et la mise en conserve des fruits et légumes et des produits de spécialité) présentent des marges inférieures aux moyennes canadiennes comparatives. Il est à noter que le secteur des fruits et légumes transformés développe aussi ses exportations.

Les industriels québécois des secteurs dont les approvisionnements sont sous gestion de l'offre (produits laitiers et viande de volailles) perdent, selon les données, des parts de marché canadien, la rentabilité étant probablement plus faible au Québec qu'ailleurs au Canada dans le cas du lait. Les exportations sont restreintes pour ces industries.

Les fabricants de viande rouge, ceux de la catégorie «Autres aliments» et les fabricants de boissons gazeuses perdent aussi des parts de marché au Canada, les marges bénéficiaires étant cependant comparables en ce qui les concerne à celles enregistrées dans l'ensemble canadien, sauf en ce qui concerne le secteur de la viande rouge, où elles sont nettement inférieures au Québec. Soulignons toutefois que l'industrie québécoise de la viande rouge, surtout

reliée au porc, et dans une moindre mesure celle de la fabrication d'« autres aliments » ont obtenu de très bons résultats sur le plan du développement des marchés extérieurs au cours de la période 2003-2005.

Le développement de la compétitivité

Cette revue sommaire de la compétitivité suscite des réflexions et des questionnements plus globaux. Les données présentées ne témoignent que des résultats antérieurs. La situation varie beaucoup d'un secteur à l'autre et le contexte d'affaires a évolué depuis la fin de 2005. La compétitivité pourrait certes être abordée différemment que par la voie des indicateurs ici retenus. Chaque secteur est composé d'entreprises plus dynamiques que la moyenne. Qu'en est-il?

Dans une perspective davantage tournée vers la compétition à venir, il faut non seulement considérer les performances antérieures, mais continuer à documenter, pour chaque secteur d'activité, les déterminants de la compétition, les stratégies des entreprises concurrentes et les vecteurs clés du développement de leur capacité à satisfaire les demandes futures des produits-marchés en croissance.

PART DU MARCHÉ CANADIEN DÉTENUE PAR LA TRANSFORMATION ALIMENTAIRE DU QUÉBEC ET RENTABILITÉ DES ÉTABLISSEMENTS

Secteur de fabrication	Part du marché canadien (%)		Marge bénéficiaire (%)	
	2000-2002	2003-2005	2003-2005	
			Québec	Canada
Aliments pour animaux	25,6	27,3	4,9	8,8
Sucre et confiseries	10,3	13,1	12,0	11,3
Fruits, légumes, spécialités	10,5	11,1	3,6	14,9
Produits laitiers	32,1	30,1	2,6	4,5
Viande rouge	20,8	19,4	1,9	7,2
Viande de volaille	21,3	17,8	4,2	2,8
Boulangerie	24,5	24,3	7,7	7,2
Autres aliments	22,4	20,4	20,8	20,0
Boissons gazeuses et eaux	24,2	21,4	11,7	13,7

Source : Statistique Canada

Compilation : MAPAQ, Direction des études économiques

06

Conclusion

6.1 L'ESSENTIEL À RETENIR CONCERNANT L'ANNÉE 2007

De façon générale, en 2007, la croissance de l'industrie bioalimentaire s'est faite surtout grâce aux marchés extérieurs du Québec. L'augmentation des livraisons (9,1 %) est vraisemblablement le résultat d'un accroissement des ventes sur le marché du reste du Canada et sur le marché international, faisant ainsi contrepoids à une demande intérieure relativement stable.

L'augmentation de 305 M\$ pour ce qui est des exportations s'est réalisée surtout dans quelques régions du monde, soit l'Europe occidentale (+168 M\$), l'Iran (+48 M\$), le Japon (+25 M\$), l'Australie (+22 M\$), les États-Unis (+17 M\$) et les pays émergents (+16 M\$).

L'année 2007 est aussi caractérisée par une forte croissance des recettes monétaires de marché (5 %) et par une très forte croissance des paiements gouvernementaux (32,3 %).

6.2 LE POSITIONNEMENT DE L'INDUSTRIE

L'industrie bioalimentaire québécoise évolue dans une économie très ouverte sur les marchés internationaux et interprovinciaux. Une bonne partie du commerce extérieur se fait avec le reste du Canada. Il est bon de rappeler que 57 % des ventes finales du complexe production-transformation sont expédiées à l'extérieur du Québec, dont 34 % dans les autres provinces canadiennes. De plus, les achats alimentaires de l'industrie québécoise proviennent en bonne partie des importations internationales et interprovinciales. Environ 47,3 % des achats alimentaires du réseau de détail et des HRI proviennent de l'extérieur du Québec, dont 28 % des autres provinces canadiennes.

L'industrie bioalimentaire québécoise se caractérise aussi par un lien très fort entre la production et la transformation. Toutefois, le complexe production-transformation québécois procure une valeur ajoutée par dollar d'intrant relativement moins grande que celle du reste du Canada. Pour chaque dollar d'intrant agricole et alimentaire, il génère 0,68 \$ de valeur ajoutée, comparativement à 0,81 \$ pour le reste du Canada.

Finalement, le complexe production-transformation de l'industrie bioalimentaire québécoise est plus orienté vers le secteur animal. Environ 51 % des livraisons manufacturières et 72 % de la production agricole sont reliées à ce secteur, comparativement à 38 % et 52 % dans le cas de l'Ontario. Il ne faut pas oublier qu'en plus d'avoir

des débours très élevés en ce qui concerne les coûts de matières premières, le secteur animal procure en général moins de valeur ajoutée par dollar de vente que d'autres secteurs.

6.3 LES ENJEUX DE L'INDUSTRIE

Depuis quelques années, l'industrie bioalimentaire éprouve des difficultés de développement. La productivité du travail est en décroissance depuis 2002. Sur le plan de la productivité du secteur de la fabrication des aliments, l'écart entre le Québec et l'Ontario s'agrandit depuis 2004.

Il faut dire que les deux piliers de l'industrie québécoise, l'industrie porcine et l'industrie laitière, éprouvent des difficultés de compétitivité sur le marché canadien. Ces deux secteurs ont perdu des parts de marché canadien et montre une plus faible rentabilité depuis quelques années.

Un autre fait important à souligner et que plus du quart de l'industrie québécoise évolue dans un régime de gestion de l'offre. De ce fait, ces secteurs sous gestion de l'offre doivent se concentrer davantage sur le marché canadien. Si l'industrie québécoise ne réussit pas à rétablir son niveau de compétitivité face à ses concurrents canadiens, des parts de marché risquent de s'effondrer. Il ne faut pas oublier que l'Ouest canadien se développe rapidement, notamment pour ce qui est de l'industrie de la volaille et de l'industrie laitière.

De plus, depuis quelques années, l'industrie porcine, qui est le deuxième secteur en importance après le secteur laitier, connaît des difficultés de compétitivité. Or, le secteur porcin est le principal moteur de croissance de l'industrie québécoise. Lorsqu'il connaît des difficultés, ce sont les résultats de l'ensemble de l'industrie qui sont touchés.

Finalement, la montée des prix des céréales a un impact direct sur l'alimentation animale et donc sur les coûts de toute la filière animale. Puisque le Québec montre une plus faible efficacité économique et une plus faible rentabilité que le reste du Canada, notamment dans les secteurs de production animale, l'industrie québécoise devra revoir ses façons de faire afin qu'elle devienne plus compétitive et absorbe plus facilement ces hausses de coûts. Il ne faut pas oublier que le Québec évolue dans un marché très ouvert et que l'industrie bioalimentaire québécoise subit constamment la concurrence étrangère.

Annexe

TABLEAU
RECETTES ET DÉPENSES AGRICOLES AU QUÉBEC, 2005 À 2007 (K\$)

Produits	2005	2006	2007	Variation (%)	
				2006/2005	2007/2006
Lait	1 852 488	1 848 647	1 964 669	-0,2 %	6,3 %
Porcs	1 038 582	848 837	846 489	-18,3%	-0,3 %
Bœufs	249 912	287 997	293 295	15,2 %	1,8 %
Veaux	200 202	217 747	205 732	8,8 %	-5,5 %
Poulets et poules	427 067	409 524	471 164	-4,1 %	15,1 %
Dindons	54 993	56 259	58 158	2,3 %	3,4 %
Couvoirs	9 803	10 855	10 949	10,7 %	0,9 %
Œufs	94 540	95 888	97 601	1,4 %	1,8 %
Moutons et agneaux	25 496	33 963	34 611	33,2 %	1,9 %
Miel	6 257	6 236	6 500	-0,3 %	4,2 %
Autres bétails	35 440	33 567	36 279	-5,3 %	8,1 %
Total bétail et produits animaux	3 994 780	3 849 520	4 025 447	-3,6 %	4,6 %
Maïs	257 575	280 524	355 016	8,9 %	26,6 %
Blé	12 944	14 218	18 217	9,8 %	28,1 %
Orge	14 345	14 370	25 049	0,2 %	74,3 %
Avoine	14 514	16 602	24 655	14,4 %	48,5 %
Soya	129 185	113 387	180 693	-12,2 %	59,4 %
Canola	2 891	2 703	4 829	-6,5 %	78,7 %
Pommes de terre	99 038	115 489	85 417	16,6 %	-26,0 %
Légumes	292 677	310 061	303 433	5,9 %	-2,1 %
Pommes	28 594	28 424	27 500	-0,6 %	-3,3 %
Total, autres fruits	75 804	89 206	65 478	17,7 %	-26,6 %
Fleurs et pépinières	232 813	240 965	260 274	3,5 %	8,0 %
Tabac	796	143	0	-82,0 %	-100,0 %
Autres cultures	76 598	74 942	59 445	-2,2 %	-20,7 %
Produits forestiers	34 266	35 806	39 423	4,5 %	10,1 %
Produits de l'érable	168 656	161 556	141 956	-4,2 %	-12,1 %
Total cultures	1 440 696	1 498 396	1 591 385	4,0 %	6,2 %
Recettes provenant du marché	5 435 476	5 347 916	5 616 832	-1,6 %	5,0 %
Paiements gouvernementaux	749 341	857 700	1 134 382	14,5 %	32,3 %
Total des recettes monétaires	6 184 817	6 205 616	6 751 214	0,3 %	8,8 %
Moins les dépenses d'exploitation après remises	5 006 420	5 227 177	5 713 449	4,4 %	9,3 %
Revenu net comptant	1 178 397	978 439	1 037 765	-17,0 %	6,1 %
Plus le revenu en nature	39 232	37 995	40 092	-3,2 %	5,5 %
Moins les frais d'amortissement	620 666	600 953	616 276	-3,2 %	2,5 %
Revenu net réalisé	596 963	415 481	461 581	-30,4 %	11,1 %
Plus la valeur de la variation des stocks	-50 477	-90 329	48 069	-79,0 %	153,2 %
Revenu net total	546 486	325 152	509 650	-40,5 %	56,7 %

Source : Statistique Canada

**Agriculture, Pêcheries
et Alimentation**



08-0079



9 782551 236848